

**VIRUS DU NIL**

Le larvicide est épanché sans étude d'impacts

Page A 3

**UNION EUROPÉENNE**

Un mini-sommet sur la défense crée des remous dans la Manche

Page A 5

www.ledavoir.com

# LE DEVOIR

Vol. XCIV N° 92

LE MARDI 29 AVRIL 2003

87¢ + TAXES = 1\$

## SRAS: dépister les voyageurs à risque

*Les aéroports de Toronto et de Vancouver pourraient être équipés de caméras infrarouges*HÉLÈNE BUZZETTI  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

La ministre fédérale de la Santé, Anne McLellan, songe sérieusement à implanter un système de dépistage par infrarouge dans les aéroports de To-

ronto et de Vancouver afin d'éviter la propagation de la pneumonie atypique. Elle doute de l'efficacité réelle d'un tel dispositif, mais croit qu'il serait utile pour «rassurer les gens».

Cette réflexion survient alors que le Canada présentera aujourd'hui à Genève des nouvelles informa-

tions à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) afin que Toronto soit retirée de la liste noire des villes à éviter. Le gouvernement fédéral n'aura pas de représentant à cette rencontre: il y aura plutôt des responsables de la santé publique ontarienne de même que le ministre de la Santé, Tony Clement.

Visiblement, l'OMS prend acte de l'amélioration de la situation à Toronto en ce qui a trait au syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS). «Au Canada, [...] nous pensons qu'ils ont arrêté la transmission».

VOIR PAGE A 8: SRAS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Malgré les faibles contrôles imposés à l'aéroport de Dorval aux voyageurs arrivant d'Asie, le maire de Montréal, Gérald Tremblay n'a pas eu peur hier d'aller prendre un bain de foule dans le quartier chinois de sa ville. Le chef de l'opposition, Martin Lemay, était également de ce contingent municipal lancé dans les rues du secteur pour rassurer la population sur l'innocuité de l'endroit.

### « Vous allez bien ? »

*Contrôles minimaux à l'aéroport de Dorval*ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

«Vous arrivez de Chine? Vous êtes en bonne santé? Bonne journée!»

Voilà à peu près le genre de contrôle auquel on peut s'attendre à l'aéroport de Dorval, en débarquant d'un vol en provenance d'un pays considéré comme un foyer d'infection du SRAS.

Petit papier jaune en main, les visiteurs venus d'Asie ou les Canadiens de retour de voyage se voient simplement pressés de surveiller leur état de santé au cours des dix prochains jours et de signaler à leur médecin tout symptôme s'apparentant à ceux de la pneumonie atypique.

A Dorval, donc, pas de thermomètre à l'horizon, pas de questionnaire, ni de caméras infrarouges pour scruter la température corporelle des voyageurs, comme celles qui ont été dressées ces dernières semaines dans la plupart des aéroports de Chine, du Japon, de Hong Kong et de Malaisie.

«Ca saute aux yeux quand on arrive ici. Nous étions un groupe de dix personnes de retour d'un voyage d'un mois en Chine, et personne ne nous a demandé de remplir quoi que ce soit. On nous a simplement dit de rentrer chez nous et de lire ce petit papier», a expliqué hier une voyageuse rentrée de Chine dimanche, qui a tenu à garder l'anonymat.

La surveillance du SRAS aux aéroports canadiens tient donc entièrement à la bonne volonté des individus,

VOIR PAGE A 8: DORVAL

### La Corée du Nord propose un marché, selon Powell

*Le programme nucléaire serait démantelé en retour de garanties politiques et économiques*

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — La Corée du Nord a proposé un marché sur ses armes nucléaires et ses missiles, a déclaré hier le secrétaire d'Etat américain Colin Powell.

Cette proposition a été soumise la semaine dernière lors d'une rencontre tripartite USA-Chine-Corée du Nord à Pékin, a déclaré le chef de la diplomatie américaine à l'issue d'un entretien avec son homologue jordanien Marwan Moasher.

Les Nord-Coréens «ont présenté un plan pour traiter la question de leurs capacités nucléaires et leurs activités en matière de missiles, mais ils attendent en retour quelque chose de considérable», a-t-il déclaré.

Pyongyang «a reconnu faire un certain nombre de choses, et a effectivement déclaré que cela était ouvert à discussion», a ajouté M. Powell, tout en indiquant que Washington allait se donner le temps de la réflexion.

«Nous sommes en train d'étudier ce plan, et de l'examiner avec nos amis et alliés», a ajouté M. Powell, en citant la Corée du Sud, le Japon, la Chine, la Russie, l'Australie «et d'autres».

Selon la presse sud-coréenne, le régime de Pyongyang a proposé lors des entretiens de Pékin de démanteler purement et simplement son programme nucléaire et non pas de le geler, en échange de garanties à la fois politiques et économiques de la part de Washington.

VOIR PAGE A 8: MARCHÉ

**INDEX**

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 5	Météo.....	B 5
Bourse.....	B 2	Monde.....	A 5
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 5
Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

### Le Cirque du Soleil vise Hong Kong

*La multinationale montréalaise négocie avec Disney*STÉPHANE BAILLARGEON  
VALÉRIE DUFOUR  
LE DEVOIR

Le Cirque du Soleil (CS) négocie son installation permanente à Hong Kong. Les pourparlers sont engagés pour l'ouverture d'une nouvelle salle dans le futur Disneyland Hong Kong, un chantier de cinq milliards de dollars lancé il y a quelques mois.

L'ouverture de ce parc d'attraction chinois est prévue pour 2005. Si les négociations en cours aboutissent, le CS y installera ses pénates une ou deux années plus tard.

La multinationale montréalaise présente déjà un spectacle fixe à Walt Disney World Resort, à Orlando, en Floride. Elle doublera bientôt la mise à Las Vegas, où sont déjà au programme les spectacles *O* et *Mystère*. Elle veut aussi ouvrir des salles permanentes à New York, Londres et Tokyo. «Hong Kong fait partie des discussions que nous avons avec Disney», confirme au Devoir M. Daniel Lamarre, président-directeur général des spectacles et des nouvelles entreprises du Cirque. «Les gens de Disney nous aiment tellement qu'avec eux ça va tout seul».

«Quand vous avez Guy Laliberté et le Cirque du Soleil avec vous, vous leur donnez un cadre financier et vous leur laissez faire le reste», soulignait récemment le grand patron de Walt Disney World, Michael Eisner. Celui-ci s'exprimait dans un documentaire sur la troupe de cirque. M. Lamarre a présenté cet extrait vidéo aux membres du Cercle canadien pendant son discours d'hier midi, à Montréal.

Le calendrier de production de nouveaux spectacles de la multinationale montréalaise est déjà bouclé pour trois ans. Le lancement à Las Vegas de *Zu-*

REUTERS

Les artistes du Cirque du Soleil pourraient bien faire partie de l'univers de Disneyland Hong Kong vers 2006.

manity, un cabaret pour adultes dirigé par René Richard Cyr, se fera en juillet. L'an prochain, ce sera au tour du spectacle technologique de Robert Lepage, préparé pour l'Hôtel MGM, dans la même ville. Dominic Champagne, le metteur en scène du récent spectacle *Varekai*, devrait accoucher d'une seconde production en 2005.

Disneyland Hong Kong représente un très gros investissement. C'est du haut des airs que le chantier chinois de Disney prend toute son ampleur.

VOIR PAGE A 8: CIRQUE

### Sombre mardi au Fonds de solidarité

CLAUDE TURCOTTE  
LE DEVOIR

Pierre Genest, président-directeur général du Fonds de solidarité FTQ, se présente cet après-midi devant les 450 employés du Fonds pour leur annoncer, croit-on, des mesures de compression. De quoi s'agit-il exactement? «Les employés seront informés d'abord», s'est limité à déclarer hier soir Guy Versailles, le directeur des communications.

Personne ne cache ni au Fonds, ni dans l'entourage que les temps sont difficiles. En 2002, au semestre terminé le 31 décembre le Fonds déclarait

VOIR PAGE A 8: FONDS

**Paul Martin au Devoir**

### Détente en vue avec les provinces

MANON CORNELLIER  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Paul Martin veut, s'il prend la direction du pays, changer le climat des relations fédérales-provinciales et se dit prêt, pour y parvenir, à tenir une conférence annuelle des premiers ministres. Mais au-delà du changement d'atmosphère, il refuse de s'engager vraiment, projetant une image de continuité et même de fermeté dans certains dossiers, en particulier ceux du déséquilibre fiscal et du transfert de points d'impôt, des priorités du nouveau premier ministre québécois Jean Charest.

«Lorsqu'on regarde ce que demande Jean Charest et ce que demande l'Ouest, c'est exactement la même chose. Ils nous disent de nous asseoir avec eux, pas simplement pour



Paul Martin

VOIR PAGE A 8: MARTIN

## LES ACTUALITÉS

## Ottawa revoit ses pratiques en publicité

Tous les contrats de publicité devront, dorénavant, être attribués à la suite d'un appel d'offres

ISABELLE RODRIGUE  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Après avoir fait le ménage dans son controversé programme de commandites, le gouvernement fédéral a annoncé, hier, les nouvelles pratiques qui seront mises en œuvre dans la gestion et l'attribution des contrats de publicité.

Ces pratiques modifieront en profondeur les façons de faire au sein des ministères afin de faire preuve de plus de «transparence et d'imputabilité», a expliqué Ralph Goodale, ministre des Travaux publics. Les quelque 200 millions que dépense annuellement le gouvernement fédéral en contrats de publicité ne pourront plus être distribués selon les volontés des ministères, comme c'était le cas antérieurement.

«Ce que nous voulons faire, comme nous l'ont conseillé le Conseil du Trésor et la vérificatrice générale, c'est de rendre le processus beaucoup plus ouvert, beaucoup plus concurrentiel [...] à partir de critères justes et objectifs», a expliqué le ministre Goodale à sa sortie des Communions.

La révision et les changements aux pratiques publicitaires s'inscrivent dans la foulée de ceux apportés l'an dernier au programme de commandites. Plusieurs des agences de publicité retenues par Ottawa se sont retrouvées au centre d'un scandale qui fait l'objet d'une enquête de la Gendarmerie royale canadienne (GRC). Des agences avaient reçu de rondelles sommes pour du travail à moitié réalisé ou encore, jamais fait.

Des vérifications et des analyses du programme de commandites ont mené le ministre Goodale à réévaluer complètement la stratégie de publicité et de communication.

Tous les contrats de publicité devront, dorénavant, être attribués à la suite d'un appel d'offres. Plutôt que de faire affaire avec un nombre restreint d'agences, Ottawa ouvre les portes à une augmentation des fournisseurs. Fini le temps où des

ARCHIVES LE DEVOIR  
Ralph Goodale, ministre des Travaux publics.

ministères devaient s'engager à travailler avec une unique agence pour une longue période, et ce, même si le travail effectué n'était pas satisfaisant.

Ottawa met de plus au rancart les exigences antérieures reliées à la propriété canadienne. Les agences admissibles à l'obtention de contrats n'ont plus à être détenues à 100 % par des intérêts canadiens. Maintenant, les entreprises choisies n'auront qu'à faire la preuve qu'au moins 80 % du travail effectué pour le fédéral sera bel et bien accompli par des travailleurs au Canada.

Entre-temps, Ottawa poursuit son analyse de programme de commandites et devra décider, cet automne, s'il le maintient ou non. «Le programme est en probation, en fonction des nouvelles règles de fonctionnement [...] Jusqu'à maintenant, l'expérience semble plutôt encourageante», a noté M. Goodale, qui a déjà déclaré par le passé avoir pensé mettre le programme à la poubelle.

Le programme de commandites, doté d'un budget d'environ 40 millions par année, a été mis sur pied à la suite du référendum de 1995 sur la souveraineté afin d'augmenter la visibilité du fédéral au Québec.

## Le froid canado-américain est chose du passé croit Paul Cellucci

Les deux pays pourraient collaborer sous peu à la reconstruction de l'Irak

ISABELLE RODRIGUE  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le différend entre le Canada et les États-Unis à propos de la guerre en Irak est chose du passé et les deux pays doivent plutôt se remettre à la collaboration, entre autres pour aider à la reconstruction de l'Irak, a déclaré l'ambassadeur américain au Canada, Paul Cellucci.

Il a même tenu à ajouter que les deux pays n'avaient pas vraiment besoin de rebâtir les ponts puisque les liens n'ont jamais vraiment été rompus. «Je crois que nos relations sont en bon état, a fait valoir l'ambassadeur. Nous avons eu quelques tensions, quelques obstacles en cours de route, et ce sont des choses qui arrivent parfois.» M. Cellucci faisait ces commentaires à sa sortie d'un témoignage à huis clos devant le comité sénatorial des affaires étrangères.

Preuve que les choses reviennent à la normale entre le Canada et son puissant voisin du sud, les deux pays pourraient collaborer sous peu à la reconstruction de l'Irak, a noté l'ambassadeur.

«On s'attend à une réponse positive cette semaine et nous sommes reconnaissants envers le Canada pour l'aide qu'il fournira à la reconstruction de l'Irak», a indiqué M. Cellucci.

Selon divers scénarios, le Canada pourrait envoyer en Irak des officiers de la Gendarmerie royale du Canada pour entraîner des policiers ainsi que du personnel judiciaire pour aider à rétablir l'autorité de la loi. Le Canada pourrait aussi jouer un rôle pour améliorer le système carcéral afin d'aider l'établissement du nouveau régime, et fournir des avions pour aider à faire entrer l'aide humanitaire au pays.

Aux Communions, le premier ministre Jean Chrétien s'est fait vague lorsqu'il a été interrogé sur la question. «Nous avons reçu des demandes de l'administration



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Au fur et à mesure que nous défendons l'Amérique du Nord, nous estimons que la défense antimissile est un sujet sur lequel nos deux pays devraient travailler», a noté M. Cellucci.

américaine, il y a environ une semaine, et nous étudions la possibilité de contribuer à la reconstruction de l'Irak [...] Lorsque le conseil des ministres aura pris une décision, nous en ferons une annonce publique», a déclaré M. Chrétien.

Le conseil des ministres doit se rencontrer ce matin. Une annonce pourrait suivre, a indiqué le ministre de la Défense, John McCallum, qui a refusé de révéler les scénarios qui seront discutés. «Il y a une série d'options militaires et non militaires sur la table et le Canada fera une contribution», s'est borné à dire le ministre, ajoutant que le Canada n'avait cependant pas la marge de manœuvre pour envoyer des troupes en Irak.

## Protection de l'Amérique du Nord

Par ailleurs, selon M. Cellucci, le Canada s'intéresse au projet de bouclier américain antimissile, ce qui réjouit l'administration Bush. En ce sens, l'ambassadeur américain a accueilli à bras ouverts les déclarations du candidat à la direction du Parti libéral du Canada (PLC), Paul Martin, qui déclarait espérer voir le Canada se joindre aux États-Unis dans ce projet.

«Au fur et à mesure que nous défendons l'Amérique du Nord, nous estimons que la défense antimissile est un sujet sur lequel nos deux pays devraient travailler», a noté M. Cellucci.

Toutefois, l'ambassadeur Cellucci a bien évité de soutenir celui qui est perçu comme futur premier ministre du Canada. «Quiconque deviendra le prochain premier ministre, nous avons hâte de travailler avec lui, et ce, autant que nous avons apprécié travailler avec M. Chrétien», a confié M. Cellucci.

Dans des entrevues accordées tout au long de la fin de semaine, Paul Martin a répété qu'il voulait rebâtir les ponts avec les États-Unis. Le Canada a un devoir de collaborer avec les États-Unis pour assurer la protection de l'Amérique du Nord, a fait valoir M. Martin.

Le meneur dans la campagne à la direction du PLC s'est montré critique de la récente politique canadienne, précisant qu'il était convaincu que le gouvernement fédéral devait être proactif sur les questions étrangères ou nationales.

La décision du Canada de ne pas participer à la guerre en Irak a compliqué les relations canado-américaines, déjà tièdes entre Jean Chrétien et George W. Bush. Pour les détracteurs de M. Chrétien, il ne fait aucun doute que le président américain a annulé sa visite prévue pour le début du mois de mai à cause de la position canadienne. Ottawa et Washington ont repris les discussions et tentent maintenant de trouver un moment, en automne, pour remettre la visite à l'horaire.

Navire en quarantaine au large de la N.-E.

## La GRC nie toute menace terroriste

PRESSE CANADIENNE

Halifax — La GRC affirme n'avoir trouvé aucun lien entre la présence possible du bacille du charbon à bord d'un navire actuellement en quarantaine au large de la Nouvelle-Écosse et un éventuel attentat bioterroriste visant le Canada.

Des informations en provenance du Brésil affirment que l'homme de nationalité égyptienne qui aurait succombé à la maladie avait en sa possession un colis qui devait être livré au Canada, colis qui aurait pu contenir la bactérie mortelle.

«Je vous assure que nous n'avons découvert aucune menace envers le Canada, que ce soit de nature criminelle ou terroriste», a déclaré l'inspecteur Dan Tanner, de la GRC, hier à Halifax.

Les dépêches en provenance du Brésil soutiennent que la victime avait reçu un colis en Égypte avant de partir pour l'Amérique du Sud, où il a finalement rejoint l'équipage d'un navire faisant route vers le Canada. «Pour le moment, c'est juste une histoire», a ajouté l'inspecteur Tanner.

## Interpol

À Ottawa, la GRC a indiqué qu'elle s'efforçait d'en apprendre davantage des autorités brésiliennes qui enquêtent sur la mort de l'homme, survenue il y a deux semaines environ.

«Nous avons demandé des précisions de nos homologues par l'entremise d'Interpol», a déclaré un porte-parole de la GRC, Paul Marsh.

Pour leur part, les autorités de la santé du Brésil ont effectué une seconde autopsie sur le corps de la victime pour déterminer si la mort était bel et bien due à la maladie du charbon.

Dans une entrevue à l'agence Reuters, le porte-parole de la police fédérale brésilienne a raconté que le dénommé Ibrahim Saved Soliman Ibrahim avait reçu une mallette au Caire qu'il devait remettre à quelqu'un au Canada.

Ibrahim a rejoint le navire Wadi Al Arab dans un port brésilien en tant que premier maître et aurait été infecté du bacille du charbon après avoir ouvert la mallette en question. «Nous pensons qu'il s'agit d'une affaire de bioterrorisme et que le Brésil devait servir de point de transfert», a déclaré Fernando Sergio Castro, de la police brésilienne.

Pour leur part, les autorités canadiennes à Halifax ont commencé à s'intéresser au Wadi Al Arab lorsqu'il fut établi que le navire faisait route vers le Québec, où il devait décharger une cargaison de bauxite en provenance du Brésil.

## CONCOURS

## LE DEVOIR

En collaboration avec AUSTRIAN AIRLINES

Vienne  
Romantique

CE VOYAGE POUR 2 COMPREND :  
Billets d'avion, transferts,  
6 nuits d'hébergement à Vienne,  
petits-déjeuners, tour de ville.

hôtel Furst Metternich

AUSTRIAN AIRLINES

Vienne  
Wien, Vienne, Viena, 914-2exotik  
série  
membres du groupe Intair

## LE DEVOIR

Retournez à : Concours Vienne, 2050,  
rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3S1

Le tirage aura lieu le 22 mai 2003 à 15h.

Faites-nous parvenir les coupons de participation avant le  
21 mai 2003 à 17h30. Les concours s'adressent aux personnes  
de 18 ans et plus. Un seul coupon par enveloppe.Les reproductions électroniques ne seront pas acceptées.  
Les conditions et règlements du concours sont disponibles à  
la réception du Devoir. Valeur de 2800\$.

Nom : .....

Adresse : ..... App. : ..... Ville : .....

Code postal : ..... Courriel : .....

Téléphone : (rés.) ..... (bur.) .....

Question mathématique : (51+4) - 17 = ..... Abonné(e) : Oui  Non CONCOURS  
"Allons en France"

Assistez aux Championnats du monde d'athlétisme au Stade de France

Prix : 3 séjours en France du 21 au 31 août 2003 offerts par le  
gouvernement français pour assister aux Championnats du monde d'athlétisme  
à Saint-Denis (région parisienne) avec 220 jeunes de 76 pays

Pour participer : Vous êtes Québécoise ou Québécois

Vous avez entre 18 et 21 ans

Vous soumettez un texte de 250 à 300 mots en français sur traitement de texte,  
répondant à la question suivante :

**Le sport peut-il contribuer au développement personnel et culturel de l'individu ?**

Date limite de participation : Le 25 mai 2003

Conditions de participation, sélection, programme de séjour : [www.ofqj.gouv.qc.ca](http://www.ofqj.gouv.qc.ca)

Organisé par

Office  
Franco-Québécois pour la  
Jeunesse

En collaboration avec



LE DEVOIR

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

Épandages aériens contre le virus du Nil occidental

## Québec n'a pas réalisé l'étude d'impacts environnementaux exigée par la loi



Michel David

## Le tour du chapeau

C'est à n'y pas croire. Moins d'un mois après avoir fait complètement déraiper la campagne de Bernard Landry, voici que Jacques Parizeau propose au PQ un plan d'action pour les quatre prochaines années.

Dès que Bernard Landry a succédé à Lucien Bouchard, M. Parizeau avait rédigé à son intention une «note sur la stratégie politique des souverainistes», dont le nouveau chef du PQ s'est d'ailleurs inspiré assez largement au cours des deux années suivantes. Par exemple, en actualisant les études de la commission Bélanger-Campeau et en ressuscitant le Conseil de la souveraineté.

Cette fois-ci, M. Parizeau n'a même pas attendu qu'un nouveau chef soit choisi pour lui prodiguer ses conseils. «Il faut indiquer à nos concitoyens ce que nous voulons faire avec la souveraineté», a-t-il expliqué, samedi, devant les membres de la Société nationale de l'Est du Québec.

Ce «nous» a de quoi faire frémir celui ou celle qui prendra éventuellement la tête du PQ. Le message est clair: encore une fois, il lui faudra compter avec l'ancien premier ministre, dont la récente mésaventure ne semble pas avoir refroidi d'un degré le désir de se rendre utile.

S'il y a une chose qu'on n'a jamais pu lui reprocher, c'est de manquer d'imagination, mais il n'est pas toujours facile à suivre. Il a confié à son biographe Pierre Duchesne qu'en 1973, il était résolu opposé à la confection d'un budget de l'an I d'un Québec souverain, mais qu'il s'était plié à la volonté de René Lévesque et avait dû accepter d'en débattre à la télévision, pour se faire déculotter par Raymond Garneau. Et voilà qu'il suggère au PQ de remettre ça!

M. Parizeau voudrait également qu'on définisse le contenu de l'union fédérale qui sera éventuellement proposée au reste du Canada, ajoutant dans le même élan qu'elle ne l'enthousiasme pas davantage que le partenariat de 1995. Voilà qui n'est pas très rassurant pour ceux qui s'inquiétaient déjà de voir Bernard Landry s'enticher d'un concept se rapprochant dangereusement du fédéralisme renouvelé. Le point de presse annoncé la veille ayant été annulé, on n'a pas su ce que lui-même souhaiterait y inclure.

La prochaine étape, a-t-il dit, sera la prochaine élection fédérale. Diable! Serait-ce qu'il songe à y participer? Après avoir perdu le référendum de 1995 à force d'erreurs et contribué à faire battre le PQ, le 14 avril dernier, c'est à se demander s'il ne cherche pas à réaliser le tour du chapeau!

Selon lui, le Bloc québécois est appelé à jouer un «rôle absolument crucial» au cours des prochaines années, non seulement pour relancer la souveraineté, mais aussi pour appuyer les revendications du gouvernement Charest.

A cet égard, il faut reconnaître que M. Parizeau a de la suite dans les idées. Après avoir d'abord signifié son opposition à l'accord du lac Meech, le chef du PQ avait entrepris de «renchausser» Robert Bourassa, comme il le disait à l'époque, pour s'assurer qu'il ne reculerait pas.

Il s'empressait toutefois d'ajouter, à l'intention du Canada anglais, que ces modestes demandes ne constituaient que la partie visible de l'iceberg. Une fois ces demandes satisfaites, le Québec en formulerait d'autres, puis encore d'autres. L'image qu'il utilisait était celle d'une interminable visite chez le dentiste. Du coup, il s'assurait que le reste du pays dirait non, pour mieux s'en indigner, le cas échéant.

M. Charest a déjà indiqué qu'il était prêt à faire alliance avec le Bloc pour forcer le gouvernement fédéral à revoir le partage de l'assiette fiscale. Le risque pour le Bloc est de se retrouver coincé entre ses obligations envers le PQ, qui trouvera toujours les libéraux de Jean Charest trop mous devant Ottawa, et la nécessité d'appuyer les positions du gouvernement légitimement élu par les Québécois.

En attendant de voler au secours du Bloc, on voit mal comment M. Parizeau pourra demeurer indifférent à la course à la direction du PQ. Il a toujours eu un faible pour Pauline Marois, qui a jadis été son attachée de presse aux Finances. Jamais il ne lui a tenu rigueur de son ralliement à la stratégie du «beau risque», en 1984, ni même des propos assez peu flatteurs qu'elle avait tenus sur son compte, en 1988, quand elle avait brièvement songé à lui contester la succession de Pierre Marc Johnson. Il n'était plus l'homme de la situation, disait-elle. Inutile de dire qu'elle a rapidement changé d'idée.

Il ne fait aucun doute que M. Parizeau jouit toujours d'une grande audience auprès des «purs et durs» du PQ. Qu'il leur dise tout le bien qu'il pense de Mme Marois ne nuirait sans doute pas à sa candidature. À la condition de le faire discrètement. La dernière chose qu'elle souhaite est de donner l'impression qu'il deviendrait une sorte d'éminence grise. Au moins, avec François Legault, on serait tranquille de ce côté.

On pourrait épiloguer sans fin sur la signification des propos que M. Parizeau a tenus au cégep de Shawinigan, l'après-midi du débat télévisé entre les trois chefs, et sur l'utilisation que Jean Charest en a faite. C'est bien malheureux, mais le fait est que M. Parizeau est devenu le souvenir vivant d'un des épisodes les plus tristes de l'histoire du mouvement souverainiste, qui demeure hanté par cette malheureuse déclaration sur «l'argent et les votes ethniques». Simplet sur le voir, on ne peut faire autrement que d'y repenser.

En septembre 1998, Le Devoir avait provoqué sa colère, en publiant les résultats d'un sondage indiquant qu'une nette majorité de Québécois étaient d'avis qu'il devrait désormais s'abstenir d'intervenir sur la place publique. Les chiffres n'ont sans doute pas beaucoup changé depuis, sinon qu'ils doivent être encore plus nombreux à souhaiter qu'il se taise.

mdavid@ledevoir.com

La progression du virus du Nil occidental (VNO) en Amérique est fulgurante: en trois ans, on est passé d'un État, New York, à 44 contaminés, y compris au-delà des Rocheuses. Et c'est à sa deuxième année de présence dans un territoire que le virus frappe fort! Ce qui est le cas du Québec cette année... Mais, même si on le savait à Québec, c'est une autre affaire que d'être prêt tout en respectant les cadres légaux qui donnent au public le droit de débattre en audiences des questions qui touchent son milieu de vie.

LOUIS-GILLES FRANCOEUR  
LE DEVOIR

Une des premières décisions que pourrait devoir prendre le nouveau Conseil des ministres pourrait bien être d'exempter par décret le programme d'épandages aériens contre le virus du Nil occidental des dispositions de la Loi québécoise de l'environnement (LQE), parce que, même si elles savaient devoir faire face à un plan d'intervention important dans le sud du Québec, les autorités de la santé de Québec n'ont pas réalisé l'étude d'impacts environnementaux exigée par la loi. Ce qui explique que leur nouveau mandataire plaide aujourd'hui l'urgence de la situation, ce que la loi permet pour des urgences réelles.

Pour l'instant, expliquait hier Robert Chénard, directeur des opérations de la Société de protection des forêts contre les insectes et les maladies (SOPFIM), les équipes des sociétés GDG et DES-SOR ont commencé hier à épandre manuellement le *Bacillus thuringiensis israelensis* (BTI) dans les mares fermées, ce qui n'exige aucune autorisation particulière du ministère de l'Environnement. Mais l'importance des surfaces à couvrir, à terme, par épandages aériens sur l'île de Montréal et les deux rives nord et sud dépasse nettement la norme de 600 ha, ce qui implique que le promoteur doit obtenir préalablement un certificat d'autorisation et, auparavant réaliser une étude d'impacts environnementaux et se soumettre à une audience publique. Nor-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'entomologiste Paul Maloney a commencé hier l'application de larvicides dans les mares d'eau stagnantes et les puisards de rue.

malement, un promoteur ne peut invoquer sa propre turpitude, comme le veut le vieux adage du Code civil, pour plaider l'urgence à la dernière minute.

Or, hier, précisait M. Chénard, seul le programme d'arrosage de la rive sud a été jusqu'ici autorisé par le ministère de l'Environnement. Les demandes d'épandages aériens déposées par la SOPFIM pour l'île de Montréal, Laval et les Basses Laurentides n'ont pas encore été traitées.

M. Chénard a reconnu sans hésitation que ce programme dépassait nettement la norme.

«On en a avisé le ministère, dit-il. On leur a dit qu'on allait faire tout ce qu'on peut dans le cadre de la loi, c'est-à-dire traiter manuellement les petites mares pour lesquelles on n'a pas besoin de permis, et une surface globale qu'on va épandre par voie aérienne mais sans dépasser la norme de 600 hectares. Pour le reste, pas question de contrevenir à la Loi de l'environnement.

On attend. Mais on demande au gouvernement de nous autoriser à procéder sous prétexte qu'il s'agit d'une urgence. Nous, la SOPFIM, on est au dossier depuis tout juste quelques semaines. On ne pouvait donc préparer une étude d'impacts en si peu de temps. On a tout juste eu le temps de recenser par voies terrestres et aériennes les surfaces qu'il faudra traiter. On n'en sait pas davantage et il faut procéder avant les éclosons.»

Mais le véritable promoteur, l'Institut national de santé publique du Québec (INSP) a participé à une rencontre au ministère de l'Environnement, il y a un an, où il a été clairement mis au fait des modalités de la LQE en rapport avec les programmes d'épandages aériens. Il y a quelques semaines, au lieu de lancer son appel d'offres auprès du secteur privé, l'INSP confiait plutôt la gestion de son programme d'épandages terrestres et aériens à la SOPFIM, une société paragonnementale qui a

géré jusqu'à présent uniquement des programmes d'épandages aériens pour protéger les arbres des forêts commerciales. Cette société n'a aucune expérience des projets d'épandages manuels. «Ils ont retenu nos services, parce qu'ils n'ont aucune expérience pour gérer des contrats avec des firmes de terrain, ce que nous avons», précisait hier M. Chénard. Et le nouveau promoteur se retrouve coincé dans un échéancier placé sous le signe de l'urgence...

Les épandages du larvicide BTI ont commencé hier à l'extrémité Ouest de l'île de Montréal et vont s'étendre à tous les quartiers de l'Ouest jusqu'aux portes du centre-ville, y compris NDG et Côte-des-Neiges, voire même le quartier Saint-Michel dans l'Est, où les marigouins porteurs du virus du Nil pourraient se reproduire.

Le BTI, dont les premières souches de la sous-espèce *israelensis* ont été identifiées en 1976, n'agit que sur les insectes piqueurs de la famille des diptères dont le niveau d'acidité dans l'estomac se situe entre pH 10,5 et 11,5. En somme, dans un estomac à peu près aussi alcalins que de la soude caustique! C'est ce qui permet la dissolution des toxines générées par le bacille et qui explique que les humains et les animaux, voire les oiseaux et les autres insectes ne réagissent pas à l'ingestion de cette toxine, qui se conserve bien à des niveaux de pH plus acide.

Le BTI est utilisé abondamment dans les pays chauds contre les insectes piqueurs qui transmettent des maladies comme la dengue, la malaria, la fièvre jaune, le virus du Nil occidental, etc. Au Québec, on pense que ce sont principalement des oiseaux comme les geais bleus et les corneilles qui transportent les larves au-delà des frontières. Les tiques et les marigouins — on ne sait pas encore si la mouche noire peut transmettre le VNO — qui absorbent le virus en piquant les oiseaux peuvent le transmettre aux humains en les piquant à leur tour, d'où la nécessité de se protéger contre les moustiques à l'avenir jusqu'au parc Lafontaine!

On utilise depuis plus de 15 ans une autre souche de BTI, le BTK, avec un grand succès contre la tordeuse de bourgeons d'épinettes en lieu et place des insecticides chimiques, qui sont beaucoup moins spécifiques dans leurs impacts et contaminent davantage la chaîne alimentaire.

## Le cabinet fantôme de Landry tentera de préserver son vernis d'impartialité

ROBERT DUTRISAC  
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Bernard Landry mettait la dernière main, hier, à son cabinet fantôme, un exercice où il tentera de préserver son vernis d'impartialité face aux aspirants qui convoitent son poste.

C'est pourquoi le président du Parti québécois, qui travaillait, hier, dans les bureaux montréalais du chef de l'opposition officielle de la Place Ville-Marie, est fortement tenté de laisser aux protagonistes, Pauline Marois et François Legault, les mêmes champs de responsabilité qu'ils avaient respectivement comme ministres.

Selon ce scénario, Pauline Marois deviendrait porte-parole de l'opposition en matière de finances pour faire face à Yves Séguin. François Legault talonnerait de son côté le nouveau ministre libéral de la Santé, Philippe Couillard. Leur assigner à tous les deux d'autres responsabilités pourrait favoriser l'un plutôt que l'autre. Il est vrai que, dans un premier temps, un scénario envoyait Mme Marois à la Santé et M. Legault aux Finances.

Il n'est pas habituel pour un parti qui vient d'être évincé du pouvoir de confier aux anciens ministres les mêmes responsabilités dans l'opposition qu'ils avaient au gouvernement. La raison en est que le porte-parole ne doit pas passer son temps à défendre le bilan de l'ancien gouvernement, mais bien à critiquer les décisions du gouvernement actuel.

Dans un esprit de continuité, André Boisclair doit obtenir le poste de leader parlementaire, fonction qu'il occupait pour la députation du gouvernement. Afin d'occuper ce poste, M. Boisclair aurait renoncé à ses ambitions d'entrer dans la course à la succession de M. Landry. Louise Harel convoitait ce poste, un nomination que le camp Marois aurait souhaitée. François Gendron lui aussi s'était montré fortement intéressé.

À la vice-présidence de l'Assemblée nationale, Bernard Landry choisira entre François Gendron, le plus ancien des prétendants qui a pourtant refusé la présidence de l'Assemblée nationale quand Lucien Bouchard lui a offerte, Rosaire Bertrand et Michel Létourneau. Le député d'Ungava a tenté de convaincre M. Landry que le nommer à ce poste consacrerait son plus grand héritage à titre de pre-

mier ministre: la Paix des Braves avec les Cris et l'entente avec les Inuits.

À titre de whip, M. Landry aurait choisi de garder une valeur sûre, le député de Nicolet-Yamaska, Michel Morin, qu'il avait lui-même nommé à ce poste.

C'est Sylvain Simard que M. Landry voudrait nommer à titre de porte-parole pour le Conseil du trésor et l'administration publique. Ce poste est névralgique compte tenu de la révision en profondeur des structures de l'État que le gouvernement libéral projette de faire cette année, sans oublier le dossier toujours en suspens de l'équité salariale dans la fonction publique et des négociations des conventions collectives des employés de l'État. M. Simard, qui préfère peut-être se réserver l'Éducation, a présidé le Conseil du trésor pendant un peu moins d'un an.

Louise Harel ne prendra pas la responsabilité des affaires municipales, le leader parlementaire André Boisclair, non plus, alors que les défusions devaient être un des sujets les plus chauds à l'Assemblée nationale cet automne. M. Landry pourrait se tourner vers deux députés issues de l'île de Montréal, Rita Dionne-Marsolais ou Diane Lemieux.

## L'ADQ fera le bilan de sa campagne le 9 mai prochain

Il paraît vraisemblable que les coffres du parti feront face à un manque à gagner

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Après sa défaite «coup de poing» aux élections générales, l'Action démocratique du Québec fera un bilan préliminaire vendredi 9 mai prochain.

Après avoir vu le pouvoir à portée de main l'été dernier, puis avoir espéré tour à tour occuper l'opposition officielle ou obtenir la balance du pouvoir, l'ADQ analysera le pourquoi et le comment de sa défaite et se questionnera sur son avenir. L'exécutif national a prévu se réunir le 9 mai. Le comité électoral en fera de même la semaine prochaine.

Ces réunions ne permettront pas de connaître l'état des finances de l'ADQ qui, malgré une montée fulgurante au cours de la dernière année (l'effectif est passé de 10 000 à près de 50 000), a démarré la campagne électorale sans avoir les coffres bien garnis comme ses adversaires. Il paraît donc vraisemblable que l'ADQ doi-

ve faire face à un manque à gagner.

«C'est impossible de savoir exactement. La production du rapport financier va prendre quelques mois», a précisé hier l'attaché de presse du chef adéquate, Jean-Luc Benoit.

Quant à une éventuelle obtention du statut de parti officiel à l'Assemblée nationale, ce dernier a indiqué qu'il était encore trop tôt. «Ça fera partie des pourparlers avec les deux autres partis lors de la planification de la rentrée parlementaire du 3 juin», a-t-il expliqué.

L'équipe adéquate se compose désormais de quatre députés dont le chef, Mario Dumont. Avec un peu plus de 18 % des voix obtenues, l'ADQ n'a pas droit à un statut de parti. Aucun contact officiel n'a été établi avec le cabinet de Jean Charest depuis le 14 avril sur cette question.

Par ailleurs, avec les résultats obtenus, ce sont 60 personnes qui ont été remerciées de leurs services à l'ADQ. Le parti ne compte plus qu'une dizaine d'employés comme en 2001.

EN BREF

## Denise Beaudoin n'appuie pas Pauline Marois

(Le Devoir) — La nouvelle députée péquiste de Mirabel, Denise Beaudoin, n'a pas aimé voir son nom sur une liste de personnes qui appuient la candidature de Pauline Marois à titre de prochain chef du Parti québécois, comme le publiait Le Devoir samedi. «Je ne fais partie d'aucune liste. Je n'ai jamais donné mon appui à personne», a livré Mme Beaudoin au Devoir. Signalant que les deux aspirants — Pauline Marois et François Legault — avaient cherché à obtenir son appui, la députée a dit refuser de prendre position tant que Bernard Landry serait en poste. «J'ai dit la même chose aux deux», a-t-elle précisé.

## Élection dans Champlain: une lutte à trois inchangée

Québec (PC) — Les trois principaux partis provinciaux du Québec présenteront les mêmes candidats lors de la reprise de l'élection dans Champlain, le 20 mai. Après un recomptage judiciaire, l'élection dans cette circonscription s'était soldée par un verdict nul entre la candidate péquiste, Noëlla Champagne, et le libéral, Pierre A. Brouillette. Ces deux candidats sont sur le point de déposer leurs bulletins de mise en candidature. Même chose du côté de l'ADQ, où le candidat Roch Lavolette compte aussi se représenter. Reste à savoir si l'indépendant, Martial Toupin se présentera aussi.

## LES ACTUALITÉS

EN BREF

## VDFR: Montréal préfère reporter son rapport au 27 octobre

(Le Devoir) — Les réfractaires à l'attente au feu rouge — pour tourner à droite, s'entend — devront encore attendre plusieurs mois avant de connaître le sort que leur réserve la Ville de Montréal où le virage à droite au feu rouge (VDFR), contrairement au reste de la province, demeure interdit. Prévu pour hier, le dépôt du rapport de la commission spéciale du conseil pour l'étude de la pertinence de l'implantation du VDFR sur le territoire de la Ville de Montréal — c'est son nom! — a en effet été reporté au 27 octobre prochain. Motif? La commission n'est pas encore en mesure de faire des recommandations sur la question; les discussions sur le sujet n'ayant pas encore commencé, a indiqué hier son coprésident, le conseiller Jeremy Searle. Un retard profitable d'ailleurs, selon lui, puisque les membres vont avoir l'occasion de voir comment le VDFR est négocié ailleurs au Québec, «avant de préparer leurs recommandations», a-t-il dit.

## L'Alberta pourra retirer des bars les appareils de loterie vidéo

Edmonton (PC) — Les propriétaires de bars qui voulaient contester la décision du gouvernement albertain de retirer les appareils de loterie vidéo (ALV) de certaines communautés ont abandonné leur requête en cour, hier. Dès les premières minutes de l'audience, les avocats ont prévenu le juge qu'ils retireraient leur requête. Le gouvernement a désormais le champ libre pour retirer les machines à jeux électroniques dans les communautés où les résidents s'y sont montrés favorables lors de référendums. Le premier ministre Ralph Klein avait promis il y a quelques années que la province se conformerait au désir des communautés concernant les ALV, même si ces machines constituent une importante source de revenus pour le gouvernement.

Fermeture de la pêche à la morue

## Des pêcheurs de l'est de Terre-Neuve sont prêts à défier l'arrêt total

PRESSE CANADIENNE

Saint-Jean, T.-N. — Des pêcheurs de l'est de Terre-Neuve ont mis le feu à un drapeau canadien hier pour montrer qu'ils étaient prêts à défier l'arrêt total de la pêche à la morue décrété par le gouvernement fédéral dans les eaux au nord-est de la province et dans le golfe du Saint-Laurent.

L'annonce jeudi par le ministre des Pêches et Océans, Robert Thibault, d'une suspension indéfinie de la pêche à la morue a provoqué la colère des pêcheurs de Clarendville, qui ont été rejoints par les manifestants qui occupaient un bureau du ministère à Corner Brook.

«Le gouvernement fédéral se trompe s'il croit que l'affaire sera oubliée dans deux ou trois jours», a lancé David Decker, un directeur de l'Union des pêcheurs de Terre-Neuve. Selon lui, Ottawa a une semaine pour revenir sur sa décision. En attendant, le syndicat a demandé l'arrêt de la pêche au crabe dans une partie du golfe, une grève, en quelque sorte. Le ministère des Pêches et Océans a répliqué en fermant une dizaine de ses bureaux sur la côte ouest de l'île et au Labrador.

«Nous avons pris cette décision à cause de la volatilité de la situation», a expliqué Jan Woodford, une porte-parole du ministère à Saint-Jean.



La suspension indéfinie de la pêche à la morue a provoqué la colère des pêcheurs de Clarendville.

Appel du militant libéral Alberto Berardinucci

## La Cour supérieure maintient le verdict de culpabilité

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

La Cour supérieure a rejeté jeudi l'appel du militant libéral Alberto Berardinucci, coupable de fraude électorale dans Anjou lors des élections générales de 1998.

La juge Lise Côté a maintenu la décision de première instance qui a établi en septembre 2001 que M. Berardinucci a acheté à coup de 10 \$ les votes d'individus qui ont usurpé l'identité d'électeurs. L'opération qui s'est déroulée au Château princesse, à Saint-Léonard, visait à permettre l'élection du candidat libéral Jean-Sébastien Lamoureux.

Ce dernier avait été élu par une mince majorité de 143 voix. Le jeune député, fils de l'ancien président du Parti libéral du Québec

Jacques Lamoureux, avait remis sa démission dès que le jugement avait été rendu.

Alberto Berardinucci a appelé de la décision en invoquant notamment que le verdict était déraisonnable et que le juge de première instance n'avait pas tenu compte des contradictions entre les témoignages pour analyser leur crédibilité. Pour la juge Côté, il est clair que M. Berardinucci est celui qui a donné les directives au Château princesse lors du vote par anticipation (22 novembre 1998) et le jour du scrutin (30 novembre 1998). De plus, elle conclut que «les faits mis en preuve appuient amplement le verdict de culpabilité sur les offenses reprochées».

Malgré ce jugement qui vient clore le dossier, des éléments de la

fraude demeurent inexplicables. Ainsi, le procès n'aura pas permis de savoir qui avait payé pour que M. Berardinucci orchestre ce réseau, et qui lui avait fourni le pointage informatique des électeurs d'Anjou. Le Parti libéral a toujours soutenu n'avoir aucun lien avec cette histoire. Il a toutefois été établi que Alberto Berardinucci avait été en communication constante avec le local électoral du PLQ: 51 appels téléphoniques ont été enregistrés.

C'est le travail de recherche de deux militants du Parti québécois qui aura permis la mise au jour de cette fraude. Les révélations avaient généré des débats au sein du PQ sur la nécessité de créer une carte d'électeur. Après analyse par le gouvernement péquiste, l'idée n'a pas été retenue.

## Les autochtones menacent de contester la Loi sur les Indiens

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les dirigeants autochtones ont averti, hier, que les changements à la Loi sur les Indiens constitueraient une «recette pour la confrontation» et pourraient faire éclater la violence et perturber l'économie.

Les chefs indiens ont tenu ces propos menaçants devant quelque 1500 manifestants qui agitaient des drapeaux et des pancartes sur la Colline parlementaire. Le nombre d'autochtones présents a dépassé les prévisions des organisateurs.

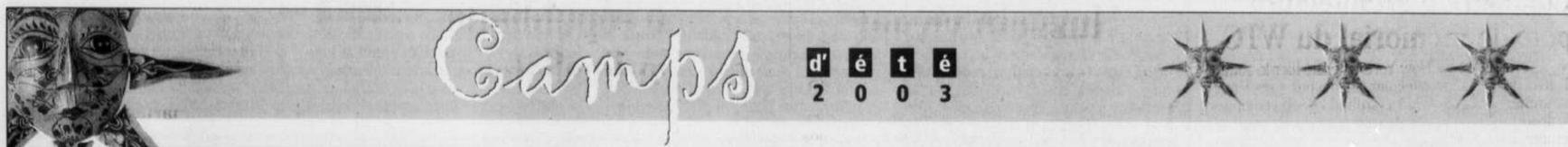
Mais les discours ne sont pas suffisants pour détourner les législateurs de leurs objectifs, ont déploré plusieurs leaders autochtones, en proposant de bloquer des routes et des ponts pour se faire entendre.

«Nous devons demeurer le plus pa-

cifique possible», a dit le grand chef Dennis White Bird, de l'Assemblée des chefs du Manitoba. «Mais nous mobiliserons nos gens et si nous devons paralyser l'économie du pays, nous le ferons», a-t-il ajouté.

Vêtu d'une peau de daim et portant une coiffure traditionnelle, M. White Bird a indiqué que les Indiens pourraient avoir recours à ces tactiques à brève échéance. Un autre dirigeant autochtone a qualifié de «recette pour la confrontation» la position unilatérale du ministre des Affaires indiennes, Robert Nault.

Le grand chef du Traité 3, Léon Jourdain, qui représente 28 communautés incluant 20 000 Anishinabe dans la circonscription représentée par Robert Nault, a suggéré d'occuper les bureaux du ministère des Affaires indiennes à travers le pays.



**LE SÉJOUR LINGUISTIQUE DU COLLÈGE DE STANSTEAD**  
17<sup>e</sup> saison  
Pour apprendre l'anglais efficacement pour les jeunes de 11 à 16 ans.  
Du 29 juin au 19 juillet 2003  
Plus de 45 heures de cours d'anglais avec des professeurs qualifiés et des sorties culturelles en langue seconde. Activités diverses, sports et camping favorisant également l'apprentissage d'une nouvelle langue. Gymnase, piscine intérieure, squash, terrains de tennis, de soccer et de football et un centre des jeunes. Résidences séparées et supervisées.  
THÈME DE L'ÉTÉ 2003 : « LES FESTIVALS DU MONDE »  
Pour nous rejoindre : (819) 876-7891, poste 246 — www.stansteadcollege.com/scla

**CAMP GRISON**  
Le camp Grison est situé à Racine, au cœur des Cantons de l'Est. Cours d'équitation, randonnée et cours théorique. Selon le niveau de chacun. Plusieurs activités et ateliers pour être encore plus en contact avec les chevaux.  
Cours d'équitation supplémentaires disponibles.  
Liste des prix (taxes incluses)  
1 semaine : 460 \$  
2 semaines ou 2 personnes : 805 \$  
3 semaines ou 3 personnes : 1035 \$  
Nos semaines ont 7 jours  
Relevé 24 pour vos impôts  
COURS DE VOLTEGE  
Ballade en attelage  
Nous sommes un petit camp (max. 30) avec une ambiance familiale  
Visitez notre site pour toutes les informations et visiter le Desmalin  
www.grison.com  
Tél. : (450) 532-4382  
Fédération québécoise de l'équitation  
CAMP GRISON

Je choisis la «Grande Aventure... en Anglais!»  
CAMP D'IMMERSION TOTALE EN ANGLAIS  
POUR LES JEUNES DE 6 À 17 ANS  
BASE DE PLEIN AIR À ST-DONAT  
Demandez un dépliant en composant le (450) 655-9180 ou 1-800-ANGLIAN  
www.grandeaventureenanglais.com  
ANGLIAN  
L'ÉCOLE DE LANGUES

**CAMPS de JOUR ARTISTIQUES**  
Jazz, funky, chanté-dansé, vidéo, mode et théâtre  
Spectacle à chaque camp  
Tout ce que vous auriez voulu faire à leur âge!  
Enfants (à partir de 4 ans) et adolescents  
Au ♥ du plateau Mont-Royal  
(514) 521-3456  
danse-louislapierre.qc.ca  
30<sup>e</sup> Louise Lapierre DANSE

**The Horse People Inc.**  
Votre enfant rêve-t-il de chevaux ?  
Suivez le rêve avec The Horse People inc.  
1 1/2 heure de Montréal et 1/2 heure d'Ottawa.  
• 2 anneaux de dressage  
• 3 parcours de niveau championnat  
• Parcours permanent de chasse et de saut  
• Piscine  
• Entraîneurs avec certification nationale  
• Ratio personnel à campeur de 1:3  
• Tout le personnel certifié Ambulance St-Jean  
• Programmes de 2, 4, 6 et 8 sem. en résidence  
L'endroit idéal pour débiter... L'endroit idéal pour progresser  
Les activités de soir incluent : sport, films, feux de camps, danses carrées, jeux. Toutes les cabines avec salle de bain & douche. Accrédité 25 ans OCA & CCA.  
Tél. : 1-877-673-5905 (sans frais) Fax : 613-673-4787  
ou écrivez à : 3550, 2nd Conc. Rd., Wendover, Ont. K0A 3K0  
courriel : thehorsepeople@canada.com www.thehorsepeople.com

514.278.3941  
www.creations-etc.org  
Un camp d'été pour les enfants et les ados du 30 juin au 15 août  
Camp des arts de Montréal  
Ville de Montréal

Venez apprendre tout en vous amusant à l'École de langue estivale BCS  
Un programme d'immersion en résidences pour garçons et filles de 11 à 15 ans.  
• Cours de français ou d'anglais en salle de classe  
• Petits groupes d'étudiants de diverses nationalités  
• Gamme complète de sports et de loisirs en français et en anglais  
Du 29 juin au 26 juillet 2003  
Bishop's College School  
Lennoxville (Québec)  
Canada J1M 1Z8  
Tél. : 819-566-0227 poste 319 • Téléc. : 819-822-8917 • Courriel : summer@bishopscollegeschool.com

**DE L'ART DEHORS**  
CAMP D'ÉTÉ D'ARTS VISUELS OFFERT PAR LES COURS DU SAMEDI  
8 CAMPS D'UNE SEMAINE DU 2 JUILLET AU 22 AOÛT 2003  
Ateliers et sorties à vocation culturelle pour enfants 7-10 ans et adolescents 11-15 ans  
160 \$ POUR UNE SEMAINE DE CAMP  
MATÉRIAUX, SORTIES CULTURELLES ET SERVICE DE GARDE INCLUS  
ATELIERS: DE 9H À 16H SERVICE DE GARDE: DE 8H À 9H ET 16H À 18H  
RENSEIGNEMENTS: (514) 987-3453 (boîte vocale)  
COURRIER ÉLECTRONIQUE: lescoursdusamedi@uqam.ca  
UQAM

vacances  
**ANGLOFUN**  
Venez vivre une expérience inégalable tout en anglais!  
Notre site, dans les Cantons de l'Est, accueille depuis 1986 les jeunes âgés de 6 à 17 ans pour les séjours d'immersion anglaise de niveau débutant, intermédiaire et avancé.  
ON APPREND...  
• Ateliers d'anglais structurés en grammaire, projets, vocabulaire et jeux à tous les matins.  
• Moniteurs et professeurs formés pour l'apprentissage de la langue seconde.  
• Immersion totale pendant tout le séjour.  
ON S'AMUSE...  
• Avec les sports, avec les animaux de la ferme.  
• Avec le groupe: théâtre, arts plastiques, peintures, randonnées, danses, feu de camp.  
Pour tout renseignement:  
600 chemin de la Diligence, Stukely, (Qc) JOE 2J0  
Tél. : (450) 297-3717 • Fax: (450) 297-3374 • SANS FRAIS: 1-877-777-7386  
Internet: www.anglofun.qc.ca Courriel: info@anglofun.qc.ca

quand été rime avec musée!  
Nouveauté  
Camps de jour pour les 6 à 11 ans  
MUSÉE McCORD  
Information et inscription : (514) 398-7100, poste 222  
www.musee-mccord.qc.ca  
690, rue Sherbrooke Ouest, Montréal  
Metro McGill ou autobus 24

LE DEVOIR

## LE MONDE

## Étapisme confus à Bagdad

■ 300 Irakiens convoqués par Jay Garner projettent de jeter dans un mois les bases d'un gouvernement intérimaire  
 ■ Plusieurs personnalités connues brillent par leur absence

MAHER CHMAYTELLI  
AGENCE FRANCE-PRESSE

La réunion d'hier aura permis à des «personnalités émergentes» de s'affirmer.

ROMEO GACAD REUTERS

Bagdad — Quelque 300 participants à une réunion politique à Bagdad ont décidé de tenir un «congrès général national» d'ici un mois pour fixer les règles de formation d'un gouvernement irakien intérimaire, à l'issue d'une journée de débats organisée par les États-Unis.

«Les délégués ont décidé de tenir un congrès général national, probablement à Bagdad, d'ici quatre semaines afin de préciser les règles pour former un gouvernement intérimaire», a indiqué Moufak Roubaï, qui présidait la réunion convoquée par l'administrateur civil américain Jay Garner. Dans une autre résolution lue par M. Roubaï, les participants ont stipulé que les forces de la coalition étaient responsables du «maintien de la sécurité».

La sécurité reste un énorme problème à Bagdad et dans de nombreuses villes irakiennes, près de trois semaines après la chute du régime de Saddam Hussein.

Pendant la réunion, qui coïncidait avec le 66<sup>e</sup> anniversaire de Saddam Hussein, les États-Unis ont promis hier d'instaurer la démocratie en Irak. «C'est notre responsabilité de faire démarrer, ici aujourd'hui, le processus de naissance de la démocratie en Irak», a déclaré le général américain aux participants, parmi lesquels figuraient des chefs de tribus, des dignitaires chiites et sunnites, des dirigeants kurdes, des anciens exilés, des paysans et des hommes d'affaires. «C'est notre devoir de vous donner les outils et les moyens dont vous avez besoin pour établir un État de droit, a-t-il poursuivi.

Selon un responsable américain, la réunion devait aussi être l'occasion pour les «personnalités émergentes» de l'Irak post-Saddam de s'affirmer. Mais aucun courant ne s'est apparemment imposé. «Il n'y avait de majorité pour personne», a indiqué à l'AFP Nassir al-Chadehy, du Parti démocratique national.

Les États-Unis, qui occupent l'Irak depuis la prise de Bagdad le 9 avril, n'ont pour l'instant avancé aucune date pour l'entrée en fonction d'un gouvernement irakien provisoire. «Avant d'entamer la reconstruction avec succès, nous devons avoir la sécurité. C'est ce que nous essayons de faire dans tout l'Irak. C'est très difficile, mais nous y arriverons», a assuré Jay Garner.

Parmi les participants à la réunion figurait notamment une délégation du Congrès national irakien (CNI) d'Ahmed Chalabi. Mais de nombreuses personnalités étaient absentes, dont M. Chalabi lui-même. «La majorité ne l'a pas soutenu», a indiqué M. Chadehy. Les deux principaux dirigeants kurdes, Massoud

Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), n'étaient pas là non plus, selon les responsables américains.

Deux délégations ont indiqué assister à la rencontre au nom de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii), le plus grand mouvement de l'opposition chiite basé en Iran, alors même qu'un porte-parole du mouvement, Ahmed al-Bayati, affirmait que l'Asrii ne participerait à aucune réunion sur l'avenir politique de l'Irak sous l'égide des États-Unis.

## Antiquités restituées

Parallèlement à la réunion, des milliers de chiites ont manifesté à Bagdad pour exiger un rôle pour leurs dignitaires religieux dans la conduite des affaires du pays. Cette confusion témoigne des difficultés à mettre en place un futur gouvernement en Irak, un pays à la structure confessionnelle, ethnique et politique com-

plexe et où la frustration est grande face au chaos qui prévaut depuis la chute de Saddam Hussein.

Cheikh Ali Abdel Aziz, chef du mouvement islamique du Kurdistan irakien, qui était présent à la réunion, a déclaré: «Nous voulons un État juste, et il serait préférable qu'il soit islamique car l'islam est mieux que la démocratie.» Mais un autre délégué, Saadi Abdel Rasoul Ali, un commerçant, n'était pas de cet avis: «Nous préférons séparer religion et État car ce sera mieux pour notre pays où il y a beaucoup de communautés différentes», a-t-il assuré. Lors de la première réunion de ce type, le 15 avril à Ur, les participants, moins d'une centaine, avaient adopté le principe d'un futur gouvernement irakien «démocratique» et «fédéral».

Enfin, le Commandement central américain a annoncé hier que plus de 100 objets volés dans des musées irakiens ont été restitués, après que les forces de la coalition «eurent demandé aux habitants de rendre tout objet dérobé durant les pillages à Bagdad».

## Un mini-sommet sur la défense crée des remous dans la Manche

LÉON BRUNEAU  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Bruxelles — Plusieurs pays européens, Grande-Bretagne en tête, ont souligné hier les risques d'affaiblissement de l'OTAN et de divisions accrues au sein de l'UE à la veille d'un «mini-sommet» sur la défense européenne devant réunir à Bruxelles les dirigeants belge, français, allemand et luxembourgeois.

Le premier ministre britannique Tony Blair, dont le pays se présente comme l'un des piliers de l'Europe de la défense, a prévenu que cette réunion ne devait pas miner l'OTAN ni les principes de défense européenne.

«C'est une réunion entre quatre États membres, je crois qu'il y en a quinze au sein de l'UE», a commenté M. Blair. Il a souligné que Londres «n'accepterait pas, et le reste de l'Europe non plus, quelque chose qui mine l'OTAN ou entre en conflit avec les principes de base de la défense européenne que nous avons édictés».

Tony Blair a averti hier que les velléités de création d'un pôle européen rival des États-Unis conduiraient selon lui à une catastrophe.

L'initiative du premier ministre belge Guy Verhofstadt, le président français Jacques Chirac, le chancelier allemand Gerhard Schröder et le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker doivent évoquer aujourd'hui à Bruxelles les moyens de relancer la défense européenne, afin de donner une crédibilité à la politique extérieure commune de l'UE.

Selon eux, les dissensions apparues entre Européens à l'occasion de la guerre en Irak ont rendu plus nécessaire que jamais l'accélération de l'intégration en matière de défense, quitte à s'appuyer dans un premier temps sur un petit cercle de pays précurseurs. Les quatre dirigeants aborderont notamment la mise sur pied d'une agence européenne d'armement, projet qui figure également dans les travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe.

Toutefois, la rencontre d'aujourd'hui, qui se déroule hors du cadre formel de l'Union, a suscité nombre d'interrogations, voire de suspicions, quant à son calendrier et à ses vrais motifs, reconnaît-on dans les milieux diplomatiques à Bruxelles. D'autant que les participants au «mini-sommet» bruxellois ont en commun d'avoir été, au sein de l'UE, les chefs de file des opposants à la guerre en Irak.

Le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini, a averti qu'il «verrait d'un œil très critique» émerger aujourd'hui «l'embryon d'une collaboration renforcée en matière de politique de défense».

## Un seul pôle, martèle Blair

Le mini-sommet risque d'éveiller l'impression de vouloir constituer un «micro-territoire» à l'intérieur de l'UE, à l'exclusion des autres pays membres, ce qui risquerait d'affaiblir l'OTAN, a-t-il déclaré hier au quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ).

Se voulant rassurant, le premier ministre belge, à qui est revenue l'initiative du sommet, a assuré dans un entretien au quotidien bruxellois *Le Soir* que la rencontre se voulait ouverte aux autres et n'était «pas dirigée contre l'OTAN et les Américains». Même s'il ne participera pas à la réunion, le président de la Commission européenne, Romano Prodi, a estimé quant à lui nécessaire de renforcer la «composante européenne à l'OTAN». «Tout est fait pour agir en étroite concertation et en étroite harmonie avec l'Alliance atlantique», a assuré en écho le chef de la diplomatie française, Dominique de Villepin.

Le premier ministre britannique, Tony Blair, a livré hier sa vision des enjeux diplomatiques découlant de la guerre en Irak dans un entretien au *Financial Times*, puis lors d'une conférence de presse. «Si nous n'abordons pas les affaires du monde sur la base d'un partenariat entre l'Europe et l'Amérique, ma crainte est que nous replongions le monde dans les divisions dont nous voulions nous débarrasser à la fin de la Guerre froide», a-t-il déclaré devant les journalistes. «Je pense que ce serait désastreux pour la planète.»

«Certains appellent de leurs vœux un prétendu monde multipolaire comportant différents centres de pouvoir et dont je pense qu'ils se transformeront vite en centres de pouvoir rivaux», a-t-il dit au quotidien. D'autres croient, et je suis de ceux-là, que nous avons besoin d'une puissance unipolaire englobant un partenariat stratégique entre l'Europe et l'Amérique.»

REUTERS  
Tony Blair

EN BREF

## Concours d'architecture pour le mémorial du WTC

New York (AFP) — New York a donné hier le coup d'envoi du concours international destiné à choisir le monument qui sera érigé à Ground Zero à la mémoire de toutes les victimes des attentats du 11 septembre 2001. Architectes et artistes, professionnels ou amateurs du monde entier, ont deux mois, jusqu'au 30 juin, pour présenter leur projet, avec un choix définitif prévu en octobre. Un jury de treize personnes comprenant des architectes, des artistes et des membres des familles de victimes, sera chargé, dans le courant de l'été, de sélectionner cinq finalistes, auxquels il sera demandé d'affiner leurs projets. Ils seront exposés pendant plusieurs semaines dans les galeries du World Financial Center, près de Ground Zero, afin de permettre au public de donner son avis.

## Canadiens en Afghanistan

Ottawa (AFP) — Le Canada va envoyer entre 1500 et 2000 militaires sous l'égide de la force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan (Isaf) à partir du mois d'août, a annoncé hier le ministre de la Défense, John McCallum. Le Canada sera le pays ayant «le plus gros engagement envers l'Afghanistan avec des troupes de 1500 à 2000 hommes pour une période de six mois à partir d'août et le même nombre pour les six mois suivants», a déclaré le ministre devant la chambre des Communes à Ottawa. Il a également rappelé que le Canada avait décidé d'octroyer une aide de 250 millions de dollars canadiens (173 M USD) pour la reconstruction du pays et soutenir la population. Une vingtaine de militaires canadiens étaient partis le mois dernier en Afghanistan, pour préparer le déploiement des troupes, et deux officiers de liaison canadiens ont été nommés en Allemagne et aux Pays-Bas, pays qui assurent jusqu'à la fin août le commandement de l'Isaf.

## Aziz, bavard, croit Hussein vivant

AGENCE FRANCE-PRESSE ET REUTERS

Washington — L'ancien vice-premier ministre irakien Tarek Aziz parle à ses géoliers américains et leur a dit que Saddam Hussein était vivant, du moins dans la première partie d'avril, a indiqué un responsable américain hier. «Tarek parle. Nous ne savons pas jusqu'à quel point. Nous ne savons pas ce qui est vrai. Mais il a affirmé que Saddam était vivant en avril, dans la première partie d'avril», a déclaré ce responsable sous couvert de l'anonymat.

Principal porte-parole du dictateur irakien pendant des décennies, Tarek Aziz s'est rendu aux forces américaines dans la nuit de jeudi à vendredi derniers. D'après un responsable du Pentagone, cité hier par le journal *USA Today*, Tarek Aziz a dit aux personnes l'interrogeant qu'il avait vu Saddam Hussein vivant après deux bombardements alliés les 20 mars et 7 avril visant à le tuer à Bagdad.

Le général Tommy Franks, commandant en chef des forces de la coalition américano-britannique, a cependant estimé dimanche n'avoir aucune preuve récente que l'ancien président irakien Saddam Hussein était toujours en vie. Le général Franks a ajouté que l'ancien vice-premier ministre irakien s'était montré «coopératif et bavard» durant ses interrogatoires. «Ce que nous ne savons pas, c'est la véracité de tout ça. Cela va prendre du temps», a-t-il déclaré.

Par ailleurs, les tribus irakiennes vivant près de la frontière avec la Syrie ont affirmé hier qu'elles n'avaient jamais donné refuge à une des femmes et aux filles de Saddam Hussein, comme le prétendent certains médias mais qu'elles n'hésiteraient pas à le faire si celles-ci leur en faisaient la demande. La chaîne d'information Al Arabiya a affirmé que l'épouse de Saddam Sadjida, et ses trois filles avaient trouvé refuge dans ces tribus.

## Le Brésil, «une république de syndicalistes»?

AGENCE FRANCE-PRESSE

São Paulo — Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, ancien dirigeant du syndicat des métallurgistes de São Paulo et fondateur du Parti des travailleurs (PT, gauche), a créé une «république de syndicalistes» dans son gouvernement, a constaté hier le quotidien *Estado de São Paulo*.

La présidence, huit ministères et au moins 53 postes-clés du gouvernement sont dirigés par d'anciens syndicalistes, selon le journal qui s'est penché sur l'origine des membres du gouvernement. «Je suis dans le gouvernement des syndicalistes», a résumé le secrétaire de l'économie solidaire du ministère du Travail, Paul Singer.

Sont dirigés par d'anciens syndicalistes les ministères du Travail, du Développement agricole, de la Prévoyance sociale, de la Santé, de l'Environnement, des Sports et des Villes. Le ministre des Finances Antonio Palocci a été un dirigeant syndical dans sa ville natale de Ribeirão Preto. Le président de la compagnie nationale des pétroles Petrobras, les secrétaires de la présidence, de la Communication et des Droits de la femme, et l'ambassadeur du Brésil à Cuba sont également d'anciens syndicalistes qui occupent des fonctions importantes au sein du gouvernement.

«Les syndicats n'ont jamais été aussi fragiles», relève toutefois Paul Singer. Le principal problème que rencontrent ces derniers est le taux élevé de chômage dans le pays. Ils affichent également leur déception face à la politique modérée du gouvernement pour affronter la situation économique. Outre les anciens syndicalistes, Lula a nommé dans son gouvernement des industriels du secteur privé (ministres de l'Agriculture et de l'Industrie), un diplomate (Affaires étrangères) et un banquier (président de la Banque centrale).

## Les touristes disparus dans le Sahara algérien seraient aux mains d'un groupe islamiste armé

FLORENCE BEAUGÉ  
JEAN-PIERRE TUQUOI  
LE MONDE

Alger, Tamanrasset — L'affaire des touristes disparus dans le Sahara algérien pourrait rapidement trouver son épilogue. Selon une source autorisée de l'armée algérienne, les 31 touristes européens dont on est sans nouvelles, pour certains d'entre eux, depuis le 22 février sont détenus dans le désert, à plusieurs centaines de kilomètres à l'ouest d'Illiz, une petite ville algérienne proche de la frontière avec la Libye.

«Les otages sont en bonne santé et leur vie n'est pas menacée», a affirmé au Monde ce haut responsable, sous couvert d'anonymat.

Les touristes — de cinq nationalités, dont 15 Allemands et 10 Autrichiens — seraient entre les mains des islamistes du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) et de leur responsable local, l'émir Ammari, dit Ab-

delrezak, un homme d'une quarantaine d'années, originaire de Tebessa, dans l'est du pays, l'un des derniers chefs islamistes «histoires» toujours en liberté.

## Les vivres viendront à manquer

Les rebelles — une dizaine d'hommes — et leurs otages, séparés en deux groupes, se trouveraient dans une zone d'accès difficile, truffée de grottes et de canyons. Ils disposeraient encore de réserves d'eau importantes, mais les vivres commencent à leur manquer. Il y a quelques jours, deux membres du groupe islamiste circulant à bord d'un véhicule auraient été pris en chasse par les forces algériennes, selon la même source. Lors d'un échange de coups de feu, l'un d'eux aurait été blessé. Cependant, les hommes du GSPC auraient réussi à s'enfuir.

Les responsables militaires algériens affirment qu'ils n'ont pas l'intention de délivrer les touristes

par la force, un scénario que redoutent certains gouvernements des pays européens concernés. Le mot d'ordre est de «préserver la vie des touristes quitte à laisser filer les terroristes». «On trouvera toujours une occasion de les attraper un jour ou l'autre», explique, toujours, le haut gradé de l'armée.

Sans en avoir la preuve formelle, les autorités algériennes sont convaincues que le groupe islamiste avait prévu de quitter la zone avec les otages, soit en remontant vers le nord, soit en piquant vers le sud, en direction du Niger, pour se mettre en sécurité. Pris de vitesse par l'armée, qui a rapidement entamé des recherches à l'ouest d'Illiz, ils n'auraient pas pu mettre leur projet à exécution. C'est à 150 km à l'ouest de cette ville que le véhicule d'un couple allemand, disparu depuis le 8 mars, a été retrouvé, dimanche, par l'armée algérienne. Il s'agit d'un camion de marque Iveco, dont la batterie a été démontée.

Selon l'interlocuteur du Monde, il ne fait aucun doute que les ravisseurs, loin d'être des voleurs de grand chemin, obéissent à des mobiles idéologiques, même si, jusqu'à présent, ils n'ont exprimé aucune revendication. Ils escomptaient peut-être échanger leurs otages contre des islamistes récemment condamnés par la justice allemande, à l'occasion d'un projet d'attentat à Strasbourg. Mais ce n'est qu'une hypothèse, souligne le responsable militaire.

## Prudence officielle

Ses informations sont les plus précises fournies à ce jour par les autorités algériennes. Elles tranchent avec la prudence officielle, quand elles ne contredisent pas d'autres déclarations. Interrogé par le journal *El Watan*, un colonel de la gendarmerie impliqué dans les recherches affirme, dans l'édition dominicale du quotidien francophone, que les touristes se seraient égarés à la suite de tem-

pêtes de sable qui ont balayé la région dès la fin février. Selon l'officier, «près de 5000 militaires», épaulés par 300 guides locaux, participent aux recherches.

Le mutisme des autorités, pendant près de deux mois, avait alimenté les hypothèses les plus folles, en particulier à Tamanrasset, la «capitale» du Sahara algérien. Située à 2000 km au sud d'Alger, la ville ambitionne de devenir «la Mecque du tourisme saharien». Depuis trois ans, elle avait bien progressé dans ce sens.

De septembre à mai, des chartriers venus d'Europe lui amènent des «fous du désert» en nombre de plus en plus importants.

C'est cette «croissance fantastique», selon le responsable du tourisme à Tamanrasset, Abdelmalek Moulay, que la disparition mystérieuse des 31 touristes menace de casser. Au cours des dernières semaines, beaucoup de tour-opérateurs ont annulé des randonnées dans le désert.

*Enfants des longchamps*

**3 MAGASINS**  
une seule adresse

**1007**  
RUE LAURIER OUEST,  
OUTREMONT  
TÉL.: 274-2442



FONDATION  
DES MALADES  
DU CŒUR

**Merci.**

## É D I T O R I A L

Quoi de neuf  
M. Martin?

Le candidat à la direction du Parti libéral du Canada, M. Paul Martin, vient de lancer sa campagne au leadership en répondant aux questions d'un groupe de citoyens réunis lors d'un forum organisé à sa demande par le Chantier sur l'économie sociale. Très critique à l'endroit du gouvernement Chrétien, M. Martin nous promet «une nouvelle approche». Malheureusement, rien de ce qui a été dit dimanche ne laisse entrevoir quelque linéament d'une telle approche qui se voudrait nouvelle.

Paul Martin a eu plus d'une année loin du pouvoir pour préparer la campagne au leadership qu'il a lancée ce week-end à Montréal. Ce précieux temps lui a certainement été très utile pour rencontrer les militants du parti ici et là au Canada, et l'on aurait pu s'attendre à ce que l'ex-ministre en profite aussi pour réfléchir aux orientations du gouvernement dont il a de bonnes chances de devenir le prochain premier ministre. M. Martin a pour lui l'expérience, l'appartenance aux deux communautés linguistiques fondatrices, une indépendance de fortune et des contacts dans les milieux financiers que ses adversaires doivent lui envier. Une fois choisi chef par les délégués, il ne tardera certainement pas à déclencher des élections qui le reporteront au pouvoir avec une confortable majorité. L'opposition est devenue si faible à Ottawa que l'itinéraire de Paul Martin semble dessiné dans le ciel. Et à moins d'un retournement imprévisible pour l'instant, les Canadiens devront se résoudre à vivre avec un gouvernement libéral pendant une autre décennie. Dans un tel contexte aussi peu favorable au choc des idées, il importe d'être plus exigeant que jamais à l'égard de celui qui aspire à devenir vizir à la place du vizir. Si l'on connaît bien les réalisations passées de Paul Martin, son obsession pour la prudence et l'équilibre des finances publiques, on aimerait en savoir davantage quant à ses intentions à titre de prochain chef du gouvernement.

Or, dimanche, M. Martin est resté vague à souhait, patineur d'une élégance certaine, mais sans projet politique défini. Il a critiqué l'équipe Chrétien en lui reprochant de s'être éloigné de Washington, de manquer de leadership dans la présente crise du SRAS qui frappe Toronto et dans l'ensemble, de manquer terriblement de dynamisme. Devenu premier ministre, M. Martin promet quant à lui de s'attaquer aux listes d'attente dans les hôpitaux, de redonner au Canada sa place de leader dans le monde et de mettre en place des mesures susceptibles d'assurer «l'égalité des chances» pour les Canadiens.

Honnêtement, sont-ce là les éléments créateurs d'un programme politique différent? On ose croire qu'il y a autre chose derrière le rideau, puisque ces ingrédients sont les mêmes que l'on retrouvait déjà dans ses discours du budget, notamment celui de 1998 qui contenait un amalgame de mesures dont les détails tenaient dans un document de 48 pages intitulé *Stratégie pour l'égalité des chances*.

En ce qui concerne les thèmes de l'heure dans la politique canadienne, du déséquilibre fiscal au mariage entre conjoints du même sexe en passant par la décriminalisation du cannabis, les positions de M. Martin sont d'un tel flou qu'on se dit qu'il doit réserver ses munitions pour plus tard. Du moins faut-il le souhaiter, sans quoi nous voilà devant un futur premier ministre dont l'imprécision n'a d'égal que l'indécision dont plusieurs commentateurs l'accusent.

La campagne à la direction du PLC ne fait que commencer. Osons espérer que M. Martin a si bien planifié son offensive d'ici au jour du congrès de novembre que les positions rendues publiques depuis dimanche ne seront plus perçues que comme des amuse-gueule destinés à faire patienter les foules... Sans quoi, M. Martin devra éviter de reparler de «nouvelle approche» sous peine d'être relégué au rang de piètre illusionniste.

jrnsansfacon@ledevoir.ca

## Le retour du malfrat

Pour leur grande finale électorale, les Argentins ont choisi deux candidats défendant les mêmes couleurs politiques: celles du péronisme. Gouverneur de la province de Santa Cruz, Nestor Kirchner, qui symbolise l'orthodoxie péroniste, a remporté 22 % des suffrages derrière le sulfureux Carlos Menem qui est arrivé en tête avec 24 % des votes. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, un deuxième tour sera organisé pour élire le président des 38 millions d'Argentins.

Bon premier du scrutin tenu avant-hier, Menem va donc essayer d'égaliser le record des trois mandats qu'avait obtenus le populiste Juan Peron. Son parcours ou plutôt le score réalisé a ceci d'étonnant que l'homme est réputé corrompu en plus d'avoir mis ce pays sur la paille à la faveur des dix années au cours desquelles il fut président. On se souviendra qu'il fut condamné il y a deux ans seulement à une peine d'emprisonnement pour sa participation à une opération de ventes d'armes à la Croatie, sans oublier les magouilles qu'il a concoctées lors de la privatisation de sociétés publiques dont celle de Aerolíneas Argentinas, la principale compagnie aérienne du pays. On se rappellera surtout que c'est sous sa gouverne que fut imposée la parité entre le dollar et le peso qui s'est révélée catastrophique. Que c'est sous son leadership qu'ont été implantées les recettes économiques composées par le FMI et qui ont laminé les classes moyennes en plus d'enfoncer les pauvres dans la spirale du dénuement absolu. À un point tel que la malnutrition touche désormais des milliers d'individus.

Son adversaire, Nestor Kirchner, s'est taillé une réputation de bon administrateur. La province qu'il dirige depuis des lunes se distingue de la grande majorité en affichant un équilibre budgétaire après équilibre budgétaire. À la décharge des autres provinces, il faut mentionner que le sous-sol de celle dont Kirchner est le gouverneur est très riche en gaz naturel et pétrole. Pour remporter la finale, Kirchner entend tabler sur l'impopularité de Menem au sein de la famille des non-péronistes. Fort des 22 % qui lui sont acquis depuis dimanche dernier, Kirchner espère que la grande majorité des 40 % d'électeurs qui ont voté pour les radicaux et les formations de gauche opteront pour lui. Dans cette optique, il a décidé de se distinguer de Menem en mettant en avant le pro-américanisme très marqué de ce dernier.

Quoi qu'il en soit, le premier rendez-vous du vainqueur se fera avec le FMI. Etouffé par une dette de 144 milliards, un chômage qui touche le quart de la population, une fuite des capitaux imposante et autres problèmes économiques, l'Argentine a un cruel besoin d'argent frais pour faire face notamment à ses obligations financières. Pour l'instant, le FMI a indiqué que s'il avait tiré des enseignements des erreurs des années 80 dont il fut un des principaux acteurs, il espère par contre que la discipline budgétaire sera scrupuleusement observée.

Quoi qu'il en soit, le premier rendez-vous du vainqueur se fera avec le FMI. Etouffé par une dette de 144 milliards, un chômage qui touche le quart de la population, une fuite des capitaux imposante et autres problèmes économiques, l'Argentine a un cruel besoin d'argent frais pour faire face notamment à ses obligations financières. Pour l'instant, le FMI a indiqué que s'il avait tiré des enseignements des erreurs des années 80 dont il fut un des principaux acteurs, il espère par contre que la discipline budgétaire sera scrupuleusement observée.

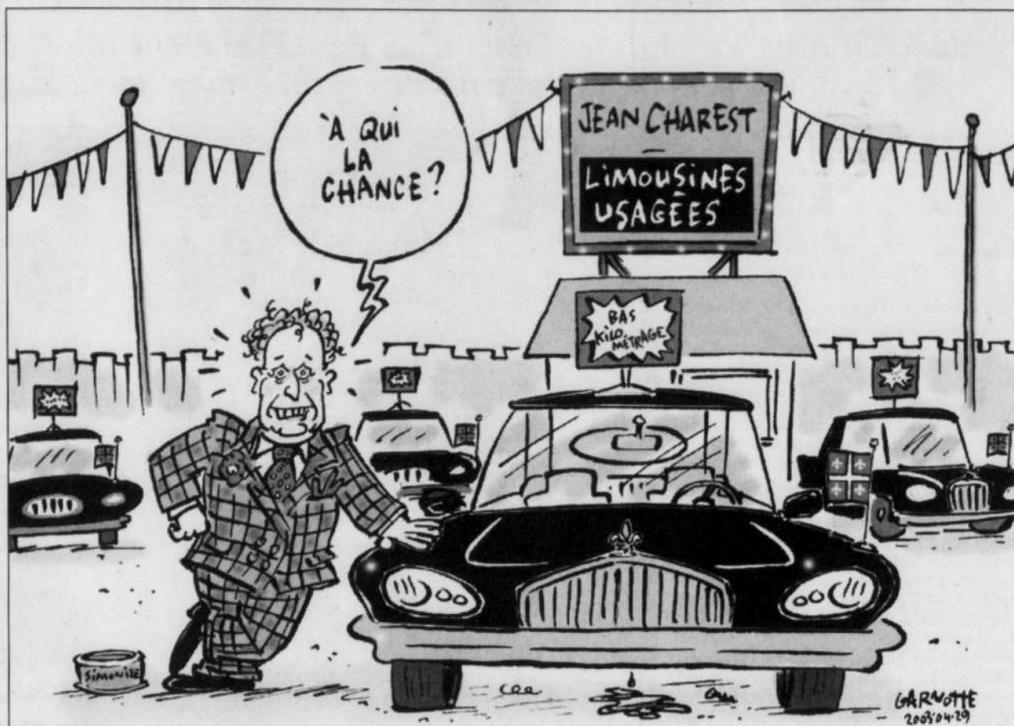


Jean-Robert Sansfaçon

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFLET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## L E T T R E S

Hommage à toi Nina, muse  
de la dignité humaine

Nina Simone fait partie de ma vie. Elle y est entrée alors que j'étais gamine. Elle n'en est jamais sortie. Toute mon enfance a été marquée par des mélodies et des symphonies qui, à y regarder de près, constituaient une véritable quête de sens particulièrement pour la génération de mes sœurs et frères aînés. De la même façon que Martin Luther King, Senghor, le Che, Félix Leclerc, Cat Stevens, Myriam Makeba, etc., faisaient partie de l'univers familial, Nina Simone, me répétait sans cesse une de mes grandes sœurs, «a réhabilité la couleur noire de notre peau». Mais c'est plus tard, alors que j'étais à l'Université que j'ai vraiment mesuré la grandeur de son œuvre. Aujourd'hui encore j'écoute ses chansons, elles me font autant frissonner qu'à l'époque où je n'en comprenais pas le sens. Car cette voix de velours est autant unique que l'est la fureur qu'elle incarne. Elle est partie la Diva, mais ses chansons font partie de ce que Senghor appelait «La civilisation de l'universel». Elle est partie

l'auteure de *Black is the color*. Elle est partie celle qui, dans *Four women*, a su incarner mieux que quiconque toutes les facettes meurtries de la femme noire américaine. Elle est partie blessée par l'Amérique... mais libre, libre d'avoir dénoncé la perversion de l'humanisme américain, un humanisme au nom duquel les Noirs furent traités comme des bêtes de somme. *Strange Fruit* ainsi que *Mississippi Goddamn* constitueront à jamais le testament d'une puissance qui refuse d'apprendre de ses erreurs. Puisse-tu Nina, être, comme l'écrivait feu Emile Ollivier, cette lumière qui éclaire nos ténébres.

Françoise Nduwimana  
Gatineau

## Attention, M. Duceppe

Quel superbe geste d'ouverture de la part du chef du Parti libéral Jean Charest. Solliciter le Bloc québécois pour mieux faire pression sur Ottawa afin qu'il obtienne au sujet du déséquilibre fiscal représente une proposition intéressante. Gilles Duceppe devra se montrer réceptif à cette offre d'association.

Si le leader libéral est vraiment de bonne foi, il devra néanmoins accepter, une fois l'impasse politique consommée (la déclaration de sa partenaire Lucienne Robillard à Chambly ne laisse pas de doute quant à l'échec des négociations), le fait que le fédéralisme canadien nuit profondément au développement économique du Québec. Il devra alors forcément procéder à la formation d'une autre forme de partenariat: celle devant mener à la souveraineté du Québec, seule solution apte à rapatrier nos impôts confisqués par le gouvernement fédéral. A moins qu'il n'y ait astuce. Et si Charest, dans un autre élan «d'acharnement fédéraliste», faisait porter la responsabilité de l'échec des pourparlers sur le Bloc québécois parce que souverainiste? Faites gaffe M. Duceppe. Il faudra rendre public un projet d'entente signé avec un éventuel gouvernement Charest, afin d'éviter les pièges et faire en sorte que ce curieux partenaire ne se dérobe pas à ses responsabilités... Les Québécois pourront ainsi tirer les conclusions qui s'imposent.

Patrice Boileau  
Carignan, le 7 avril 2003

## LIBRE OPINION

«Vous vous trompez  
et vous nous trompez»

Une réplique de Luc-Normand Tellier à Robin Philpot,  
auteur de Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali

LUC-NORMAND TELLIER  
Département d'études urbaines et  
touristiques, UQAM

Quels torts un groupe humain peut-il avoir pour qu'on tente de le liquider? Voilà la question que j'ai posée à Robin Philpot en lui enjoignant de répondre et il a choisi de ne pas répondre en me présentant comme un accusateur des Hutus, alors que nulle part je n'ai fait d'amalgame entre Hutus et génocidaires.

Je ne défends que le droit à la vie de tous les groupes humains, y compris les Hutus, les Congolais, les Tutsis et les autres. Non, M. Philpot, je ne suis pas pro-Tutsi et anti-Hutu. Il se trouve que j'ai eu un filleul au Rwanda et il était hutu et non pas tutsi. Je suis profondément contre toutes les formes de racisme. Bien plus, je suis contre l'idée même de race.

Ce qui nous sépare le plus, c'est que, devant l'un des plus graves génocides de l'histoire, vous cherchez à justifier l'action des génocidaires alors que je me mets dans la peau des génocidés. J'ignore qui a abattu l'avion du président Habyarimana et je ne suis pas sûr que vous le sachiez plus que moi. Cependant, ce que je sais, c'est que ni la pénétration du Front patriotique sur le territoire rwandais en 1990 ni l'attentat contre l'avion présidentiel (quels qu'en soient les auteurs) ne sont à mes yeux des excuses pour le massacre de centaines de milliers de femmes, d'enfants, de vieillards et d'hommes dont le seul crime était d'être nés dans tel groupe plutôt que dans tel autre ou d'appartenir à des familles dont les chefs s'opposaient au parti du président Habyarimana.

J'ai toujours estimé que le plus grand péché que le colonialisme européen ait commis au Rwanda a été de créer une carte d'identité sur laquelle figurait l'appartenance de chaque individu aux groupes soit Tutsi, Hutu ou Twa. Or, très souvent, cette appartenance n'était pas claire et c'est la bêtise coloniale qui en a fait un système criminellement étanche. Tant que cette carte d'identité a existé (et il a fallu attendre le renversement d'Habyarimana et la victoire du Front patriotique pour qu'elle soit abolie), un indi-

vidu dont l'arrière-grand-père paternel était tutsi a été réputé être tutsi même si ses sept autres arrière-grands-parents étaient hutus.

M. Philpot dit que, selon Faustin Twagiramungu, plus de Hutus que de Tutsis sont probablement morts pendant le génocide au Rwanda. Cela donne l'impression au commun des mortels que les deux groupes sont quittes, les uns et les autres s'étant entre-tués. Or, c'est tout à fait faux. Les Hutus qui ont été tués ont généralement été par les génocidaires soit parce qu'ils avaient l'air tutsi, soit parce qu'ils ont pris la défense de leurs voisins tutsis, soit encore parce qu'ils s'opposaient au parti du président Habyarimana et aux extrémistes anti-Tutsis.

La toute première victime du génocide, la première ministre Agathe Uwilingiyimana, était une opposante hutue à Habyarimana et elle a été exécutée, comme mon ancien étudiant Landoald Ndingwa, et dix Casques bleus belges de l'ONU, par les membres de la garde présidentielle du président Habyarimana qui venait tout juste de mourir quelques heures plus tôt. Ces meurtres commandés en haut lieu ont lancé le génocide.

## Histoire d'un génocide

L'historien Bernard Lugan écrit: «Listes en main, les tueurs parcourent les rues pour accomplir leur sinistre besogne.» Filip Reyntjens, que vous citez dans votre livre, a écrit: «Il est certain que, dès les premières heures [qui ont suivi la mort d'Habyarimana]..., une véritable chasse à l'homme est déclenchée par les éléments de l'armée, en particulier la garde présidentielle [...] Les victimes sont surprises par la rapidité de l'opération, planifiée et exécutée sur la base de listes existantes.» Et M. Philpot ose prétendre que le génocide est le fruit d'une génération spontanée!

Il ne m'appartient pas d'écrire l'histoire du Rwanda. De nombreux livres relativement objectifs existent sur ce sujet. Je recommande l'*Histoire du Rwanda: de la Préhistoire à nos jours* de Bernard Lugan (1997, Bartillat). M. Lugan est français et il a enseigné l'histoire du Rwanda et de l'Afrique à l'Université du Rwanda pendant 12 ans, de 1971 à 1983.

Je me permets de le citer avant de me taire: «Durant la 1<sup>re</sup> République (de 1962 à 1973), les

Tutsis furent presque systématiquement persécutés et quand ils ne l'étaient pas, ils étaient traités en citoyens de seconde zone» (p. 433). «L'épuration des Tutsis avait débuté en 1959» (p. 433).

«La nature des persécutions changea à la fin de l'année 1963 et au début de l'année 1964 à la suite d'attaques depuis le Burundi ou l'Ouganda de commandos de réfugiés tutsis» (p. 434). «Dans les premiers jours du mois de janvier 1964, un plan concerté de massacres fut appliqué par les autorités hutues [...] Les opérations furent supervisées par les ministres du gouvernement [...] Dans la préfecture de Gikongoro [...] le ministre de l'Agriculture était présent lors des tueries dont il supervisa le «bon déroulement» (p. 435). «L'exode de 1963-64 toucha entre 200 000 et 300 000 Tutsis» (p. 436).

Neuf ans plus tard, «les responsables rwandais lancent la chasse aux Tutsis qui débute durant la première semaine du mois de février 1973 [...] Cette chasse aux Tutsis provoqua un nombre impossible à déterminer de morts.» (p. 440-1). Le 5 juillet 1973, Habyarimana organise un coup d'État et renverse le premier président du Rwanda, Kayibanda. «Dans le plus grand secret, une cour martiale [...] jugea l'ancien président [...] La cour reconnut Grégoire Kayibanda coupable d'avoir personnellement organisé ou fait organiser les massacres de Tutsis du premier trimestre 1973. Il fut condamné à mort [...] La condamnation [...] fut commuée en prison à perpétuité qui devint bientôt une assignation à résidence dans sa maison, où il mourra [...] empoisonné selon certains, faute de soins selon d'autres rumeurs.» (p. 447).

À la veille du génocide de 1994, «les extrémistes hutus bénéficièrent des encouragements plus ou moins officiels et des soutiens financiers de ce qu'il a été convenu de désigner sous le nom d'Akazu, ce groupe-famille qui dirige en sous-main le Rwanda et qui est essentiellement animé par la belle-famille du président Habyarimana [...] Les réseaux de l'Akazu sont présents dans tous les domaines de la vie politique et militaire. C'est ainsi que la garde présidentielle en était un des bras armés.» (p. 484-5).

Je ne peux qu'inviter les lecteurs à lire les livres de M. Lugan ou de M. Reyntjens et à ignorer celui de M. Philpot.

## IDÉES

ÉDUCATION



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Depuis au moins vingt ans, des mutations sociales et culturelles se sont opérées chez les jeunes au Québec. Le pluralisme sur le plan des valeurs, l'attrait de la consommation et du divertissement, la prégnance de la culture technologique et la quête d'autonomie personnelle comptent parmi les figures premières de cette métamorphose sociale. Avec comme résultats que nos points de repères pour examiner la réussite scolaire se sont déplacés.

## Étude de la réussite au collégial

### Comment éviter les efforts collectifs qui tournent à vide ?

JACQUES ROY

Sociologue, professeur au Cégep de Sainte-Foy et membre-chercheur de l'Observatoire Jeunes et société

**T**raditionnellement, la réussite scolaire est principalement observée à partir d'indicateurs du milieu de l'éducation. C'est ainsi que l'environnement éducatif, les stratégies pédagogiques ou les passerelles entre les cycles scolaires (par exemple, du secondaire au collégial) sont, parmi d'autres, les éléments qui sont généralement analysés en priorité dans la confection des plans de réussite en milieu collégial.

Par ailleurs, l'univers du jeune est loin d'être consigné entre les quatre murs de l'école. Bien au contraire, le jeune adolescent au cégep est perméable aux influences en provenance de la société. De façon générale, il désire s'intégrer à la vie collective et les stratégies qu'il déploie ainsi que les valeurs qu'il porte en témoignent éloquentement. Or, selon une recherche que nous avons conduite auprès de 563 étudiants du cégep de Sainte-Foy depuis deux ans et financée par le programme PAREA, des facteurs sociaux tels que la dualité travail-études, les idéologies dominantes dans la société, le rapport à la famille, les conditions socio-économiques des étudiants, leur bien-être personnel, leurs valeurs et leurs aspirations pour demain, sont autant d'éléments qui contribuent parfois de façon significative à la réussite ou à l'échec scolaire. Regardons de plus près.

#### Un nouveau paradigme

Depuis au moins vingt ans, des mutations sociales et culturelles se sont opérées chez les jeunes au Québec. Le pluralisme sur le plan des valeurs, l'attrait de la consommation et du divertissement, la prégnance de la culture technologique et la quête d'autonomie personnelle comptent parmi les figures premières de cette métamorphose sociale. Avec comme résultats que nos points de repères pour examiner la réussite scolaire se sont déplacés.

Ces mutations nous ont invités à considérer un nouveau paradigme, celui du social dans la façon même d'interroger la réussite scolaire et les interventions à développer. Nous nous sommes alors appliqués à placer la lentille sur les dimensions sociales des jeunes collégiens pour mieux comprendre l'articulation entre ces dimensions et la réussite scolaire.

Notre recherche a mis en évidence des passerelles entre le « social » et la réussite scolaire. Des facteurs tenant au bien-être personnel, aux valeurs des jeunes, aux conditions socio-économiques, aux liens familiaux, au travail rémunéré et à des types de socialisation différents selon le sexe, nous sont apparus

des révélateurs de l'itinéraire des étudiants au regard du succès ou de l'échec.

#### Le mythe du désenchantement

Il est de bon ton de présenter les jeunes dans un moule unique où les valeurs matérialistes et hédonistes signeraient l'époque. Ajoutons le segment des jeunes qui s'apparenteraient au courant nihiliste et nous obtenons un portrait plus général traduisant un certain désenchantement des jeunes face au savoir, où la lutte entre la consommation tous azimuts et l'acquisition des connaissances serait fort inégale au profit de la première.

Une telle représentation apparaît abusive à la lumière de nos résultats. Bien que ces dimensions évoquées plus haut soient bel et bien présentes chez certaines catégories d'étudiants — en particulier, chez ceux qui travaillent plus de 20 heures par semaine tout en étudiant et qui privilégieront par exemple des valeurs liées à la consommation de biens matériels et à l'apparence physique —, elles s'écartent du profil général.

C'est ainsi, par exemple, que l'importance de l'effort pour réussir, la compétence professionnelle, l'acquisition de connaissances ou la signification du diplôme collégial, sont des thèmes qui ont supplanté de loin des valeurs associées au plaisir ou à la consommation.

**Il est de bon ton de présenter les jeunes dans un moule unique où les valeurs matérialistes et hédonistes signeraient l'époque**

On est à distance ici du mythe du désabaînement face au savoir que certains voudraient y voir chez les jeunes de façon indifférenciée. Or, dans notre recherche, ce groupe de premières valeurs étaient reliées positivement à la réussite scolaire, à l'inverse des secondes portant sur la consommation et le plaisir mais aussi sur l'importance de l'apparence, de gagner de l'argent rapidement ou du temps présent (culture de l'immédiateté, le tout tout de suite ici et maintenant).

De diverses manières, nous avons pu constater également que la famille occupe une place significative dans l'esprit des jeunes. La très grande majorité des étudiants (les trois quarts) se considèrent « beaucoup » encouragés par leurs parents dans la poursuite de leurs études; ils discutent régulièrement avec eux de différents sujets; enfin, les valeurs rattachées à la famille sont très présentes chez eux à l'instar d'autres études dont celle réalisée en France par Galland et Roudet (2001).

Notre recherche témoigne de l'existence de liens étroits entre d'une part des facteurs tenant de la solidarité familiale et de valeurs familiales bien enracinées chez les étudiants et d'autre part la réussite scolaire. Ce qui signifie que l'engagement des parents contribue directement à la réussite scolaire même si cette réalité porte l'inconvénient d'être plutôt invisible aux yeux de l'opinion publique, des médias... et des parents eux-mêmes qui sembleraient ignorer l'influence tangible qu'ils exercent sur leurs enfants.

Le bien-être personnel du jeune est associé à la réussite. Ne pas être satisfait de soi ou consommer de l'alcool ou drogue de façon abusive sont des prédictors

de rendements scolaires moindres. Par ailleurs, dans notre étude, un étudiant sur cinq a mentionné se sentir « souvent » déprimé. Ce qui est appréciable! D'autant plus, que selon l'enquête sociale et de santé de l'Institut de la statistique du Québec (2001), on y apprend que 28 % des jeunes âgés de 15-24 ans avaient un niveau élevé de détresse psychologique et que celui-ci décroît avec l'âge (20 % pour la population en général, 11 % chez les aînés de 65 ans et plus).

Le travail rémunéré chez les étudiants est une réalité montante: six étudiants sur 10 occupent un emploi rémunéré pendant leurs études. Son influence sur la réussite est manifeste mais de deux manières différentes. Pour les étudiants consacrant moins de 15 heures par semaine à une telle occupation, cette dernière n'altère pas les résultats scolaires. Mieux: ces étudiants ont une moyenne scolaire légèrement plus élevée que l'ensemble des élèves.

Inversement, ceux accordant 20-25 heures et plus hebdomadairement à un emploi rémunéré sont davantage à risque d'échec.

Mais pourquoi travaillent-ils? Une analyse des motifs nous conduits à considérer la recherche d'une autonomie personnelle et l'attrait de la consommation comme les principaux facteurs, le motif de la survie — travailler pour subvenir à des besoins de base — occupant une part congrue dans nos résultats. À remarquer que l'autonomie personnelle et la consommation comptent parmi les valeurs dominantes sur le plan des tendances évolutives et qu'elles sont toutes deux des vecteurs d'intégration sociale chez les jeunes occupant un emploi.

Bien que l'univers des différences entre les filles et les garçons constitue, en soi, un vaste chantier de recherche, nous avons pu néanmoins repérer quelques différences en relation avec les types de sociabilité. Globalement, les filles seraient davantage perméables à l'influence de leur environnement (amis, famille, autres proches) et cette influence conditionnerait en partie leurs résultats scolaires alors que chez les garçons, la sociabilité opérerait sur une base plus individuelle (en solitaire?) où des facteurs relatifs à la motivation personnelle, à un désengagement même accablent certains au point de rupture avec leurs études.

#### Une autre façon d'interroger la réussite

En fin de parcours, nous portons la conviction qu'il y a lieu d'intégrer dans la réflexion et les pratiques en matière de réussite scolaire, des dimensions tenant au « social » afin de mieux mesurer l'apport de certains logiques sociales sur le parcours scolaire des étudiants, d'en comprendre les mécanismes et de mieux cibler et de rendre plus efficaces les interventions auprès des jeunes.

Les résultats de notre recherche invitent à décloisonner la façon même de « penser » la réussite en empruntant la perspective d'un maillage entre les facteurs internes au milieu de l'éducation et les facteurs sociaux externes. C'est à cette condition qu'il nous sera davantage possible d'articuler des programmes et des politiques en matière de réussite scolaire en fonction de la réalité des jeunes évitant ainsi que des efforts collectifs ne tournent à vide.



Serge Bouchard

## Duas et bene pendentes

**C'**est du latin. Elles sont deux et bien pendantes, les couilles du pape. Voilà ce que signifie cette sentence latine, cette formule consacrée, cette locution réglementaire. *Duas et bene pendentes*, le pape est bien pourvu de deux testicules réels, devenus le symbole de son admissibilité à l'infailibilité. Le souverain pontife doit être membré. Oui. Une fois élu, fumée blanche toute sortie de la cheminée et cérémonie classique de la reconnaissance achevée, le rumeur veut que le nouveau pape doive en secret se soumettre à ce rite très discret, s'asseoir sur un trône troué, se faire vérifier manuellement par un officiant qui déclare en toute solennité au terme de l'examen: il en a deux et elles sont bien pendantes. Dans le symbole, nous allons à tâtons. Si la consécration n'est pas une affaire de genre ou de sexe, j'en perds mon latin.

Lorsque j'avais seize ans, je me souviens avoir lu un gros bouquin jaune, très épais, une œuvre monumentale qui a certainement mobilisé la vie de son auteur, *L'Histoire du Vatican*. Vous me direz qu'il n'est pas sain de lire *L'Histoire du Vatican* quand on est adolescent. J'en conviens. Ma psychologue m'en parle souvent: je lis trop, et surtout des livres dangereux. D'ailleurs, je fus élevé par une mère anticléricale qui détestait naturellement les attributs du pape. Elle le trouvait trop riche, trop puissant et finalement l'air assez bête (nous parlons de Pie XII). Comment voulez-vous qu'un enfant sorte indemne d'une éducation qui prônait un pareil manque de respect envers l'Église, les Patrons, les Politiciens, les Riches et les Hommes?

Mais là n'est pas l'affaire. Ma mère ayant tant houspillé le prêtre, je ne me suis jamais senti en devoir de le faire moi-même. A seize ans, je rêvais de devenir anthropologue et j'avais déjà des dispositions pour le regard éloigné. Le prêtre était une femme comme une autre, dans mon esprit du moins. L'enfer et le ciel ne m'inquiétaient pas vraiment, j'étais de bien trop bonne humeur pour me sentir coupable. Depuis, il en a coulé des péchés et des bontés sous le pont Charlemagne.

Je suis devenu anthropologue, sérieusement obsédé par les enveloppes culturelles qui habillent nos gestes, dire et objets. J'ai récemment lu un autre livre lourd, une de ces sommes qui prend une vie à écrire, *La Papesse Jeanne*, du dénommé Alain Boureau. Il faut bien s'appeler Boureau pour faire pareil plongeon au Moyen-Âge. Néanmoins l'ouvrage est très recommandable. L'histoire de la papesse remonte à une rumeur devenue légende. Il paraîtrait qu'une femme, déguisée en homme, une travestie en quelque sorte, fut élue pape vers 855 de notre ère. Découverte plus que démasquée, elle est à l'origine d'un rite obsessionnel qui lui-même traduit toute l'ironie de la question des genres dans la hiérarchie des pouvoirs *urbi et orbi*. *Testiculos habet, dignus est papali corona*. Du latin encore, qui parle de lui-même. Il a des couilles, il est digne d'être couronné pape. Pas pire que l'Hébreu, cousin de l'Araméen, langue que parlait Jésus, qui laisse la femme dans le champ gauche, où l'on verra là aussi qu'Abraham ne pouvait pas avoir une autre gueule que celle de Charlton Heston, qui d'ailleurs fut Moïse pour le compte d'Hollywood. Virilité, quand tu nous tiens. Je ne dis rien du Coran que je n'ai pas eu le temps d'apprendre par cœur mais dont la rumeur veut qu'il ne soit pas un texte féministe. Les grandes religions ont cette manie de mettre les points sur les i.

La femme est d'autant plus indigne que la dignité consiste à avoir des couilles. Certes, mais encore. Il faut avoir des couilles en or, du genre de celles qui ne servent à rien, surtout pas à enseigner. La fertilité est impure, même si nécessaire, parce qu'il faut bien reproduire des petits chrétiens, des petits juifs, des petits musulmans. Mais le mâle consacré ne s'abaisse pas à ces vils travaux. Le Pape semonce à coup de bulles, le Militaire semonce à coup de canon. Seuls les humbles ouailles semencent à coup de semence. Voilà comment fonctionne la Trilogie qui fournit des petits soldats à tous. La femme est un ventre nécessaire, un détour obligé, une machine à faire des fidèles. Ce qui nous renvoie à la tradition de la Grèce antique, pierre angulaire de nos plus hauts savoirs. Mieux vaut en avoir que de ne pas en avoir.

Le fait d'avoir ou de ne pas avoir, de couilles en l'occurrence, mais ce pourrait être de l'argent ou du pouvoir, relève de la première grande injustice qui soit, le partage binaire du monde. T'es d'un bord ou de l'autre. L'esprit très raffiné irait jusqu'à faire une distinction entre couille de gauche et couille de droite, allant jusqu'à prétendre qu'une est plus basse que l'autre, l'une plus féminine, l'autre plus masculine. Il est un peuple élu face au reste du monde que Dieu n'a pas élu. Jérusalem? Pourquoi, bon dieu, Dieu a-t-il atterri là et la seulement, Lui dont on dit qu'il a le don d'ubiquité? Et pourquoi tous les chemins mèneraient-ils à Rome?

Et si Dieu était une femme, et s'il était une Marie de l'Incarnation ou une Artémide de la Fertilité? Qu'en serait-il du sacré de nos couilles?

Comme quoi nous sommes des animaux croyants, des croyants purs et durs, nous les rationnels modernes. Demander au Pape de faire les femmes prêtres et de sensibiliser Dieu aux grandeurs et misères de l'enfantement, c'est lui demander de refaire le monde. Ce qui est beaucoup. Il représente le corps mâle de l'Église, il n'a d'autres choix que de défendre ses deux affaires.

#### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

**LA RÉDACTION** Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (stagiaire), Marie-Andrée Chouinard (éducation); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (science); Michel Garneau (cartooniste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (recteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médiat), Caroline Montpetit (liens), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Berubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Eric Desrosiers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Ois-Dionne (commis). **La documentation:** Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING:** Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gylis; Marlene Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Annelise Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Laurence Theriault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Berubé (secrétaire). **LA PRODUCTION** Daniel Bazinet (responsable), Claudine Bedard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. **INFORMATIQUE:** Yanick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE:** Linda Theriault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Heurdez, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. **L'ADMINISTRATION** Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. **LA FONDATION DU DEVOIR** Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## MARCHÉ

SUITE DE LA PAGE 1

Cette proposition, conforme aux mesures avancées par la Corée du Nord, devrait s'inscrire dans une action simultanée de Pyongyang et de Washington en vue de résoudre le bras de fer sur le programme nucléaire du régime stalinien en cours depuis six mois.

La Corée du Nord avait annoncé vendredi avoir fait une proposition «audacieuse» pour aider à résoudre la crise nucléaire lors des pourparlers avec les États-Unis à Pékin, mais avait assuré que Washington avait écarté le sujet.

La Corée du Nord a par ailleurs refusé hier de discuter avec Séoul, au deuxième jour de discussions ministérielles intercoréennes à Pyongyang, de son programme d'armement nucléaire, après avoir lancé dimanche un appel à l'unité de la nation devant les pressions américaines touchant à son arsenal atomique.

«La question nucléaire est un sujet qui doit être abordé uniquement entre la Corée du Nord et les États-Unis», a affirmé le chef de la délégation du Nord Kim Ryong-Song M. Kim à son interlocuteur du Sud Jeong Se-Hyun.

Selon Washington, la Corée du Nord avait confirmé aux représentants américains, lors des entretiens tripartites organisés mercredi et jeudi dernier à Pékin, qu'elle possédait des armes nucléaires.

M. Powell a toutefois indiqué que la Corée du Nord n'avait pas explicitement menacé de procéder à des «tests» nucléaires, et il s'est montré réservé sur l'état d'avancement de ce pays en matière de retraitement d'«combustible nucléaire pour parvenir à du plutonium à usage militaire».

«Nos services de renseignement ne sont toujours pas en mesure de nous confirmer ce qu'a dit la Corée du Nord en différents endroits et à différents moments sur le retraitement», a-t-il déclaré.

La crise avait éclaté en octobre dernier, quand les États-Unis ont accusé la Corée du Nord de poursuivre un programme nucléaire secret, contrairement à un accord de 1994, et avaient suspendu en conséquence leurs livraisons de pétrole à Pyongyang.

## FONDS

SUITE DE LA PAGE 1

une perte de plus de 360 millions. Il y avait érosion de l'actif de 95 millions. Pour la même période en 2001, il y avait eu perte de 319,5 millions.

La situation sur les marchés boursiers et dans le monde des fonds communs ne s'est pas du tout améliorée depuis. «Tout le monde voit ce qui se passe. Au Fonds FTQ, tous les leviers qui sont à notre disposition sont tenus bien en main. La gestion est très serrée, mais on ne fait pas de miracles», soulignait M. Versailles hier.

Depuis son entrée en fonction en janvier 2002, M. Genest a été contraint d'imposer certaines mesures de compression, mais il semble bien qu'il faudra aller un peu plus loin. Comme il n'y a aucune salle assez grande pour accueillir des 450 employés en même temps, le p.d.g. les rencontrera en deux groupes, cet après-midi.

Il n'est pas inhabituel toutefois que le président tiende des réunions avec les employés. Il le fait, dit-on, une ou deux fois par année. On raconte toutefois que celle-ci est vraiment spéciale. Lors de l'assemblée générale annuelle du Fonds, à laquelle assistaient des centaines d'investisseurs-travailleurs, le président du conseil et président de la FTQ, Henri Massé, se faisait rassurant auprès des actionnaires en disant que des mesures seraient prises pour ramener la situation à la normale. C'était la 20<sup>e</sup> assemblée annuelle du Fonds et c'était la première fois où une perte devait être annoncée. La valeur de la part du Fonds a dû être ramenée de 22,02 \$ à 20,26 \$.

Outre les conditions des marchés boursiers qui ne se sont pas améliorées au cours des derniers mois, il y a certaines particularités auxquelles le Fonds doit faire face maintenant: d'une part une campagne REER entre janvier et mars 2003 qui a rapporté 270 millions, en comparaison de 429 millions l'an passé et d'autre part une convention collective avec ses propres employés qui est venue à échéance récemment.

Evidemment, tout le personnel au Fonds FTQ attendait hier les réunions d'aujourd'hui avec des appréhensions certaines.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

## Les petites annonces

## et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Service à la clientèle et

## abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc., dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 990, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Droit légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## SRAS

SUITE DE LA PAGE 1

a déclaré hier David Heymann, le directeur de la section des maladies transmissibles de l'OMS.

Les autorités ontariennes feront valoir à l'organisation aujourd'hui que la situation est maîtrisée, puisqu'il n'y a pas eu de nouveaux cas de contamination depuis le 14 avril, ou même avant. De même, les cas peuvent tous être retracés jusqu'à leur origine: les contaminations ne surviennent pas dans la communauté de façon imprévisible. Au total, il y a eu 344 cas probables ou suspects de personnes atteintes du SRAS, dont 21 en sont mortes. Il reste encore 69 personnes à l'hôpital, dont cinq dans un état critique.

«Nous nous attendons toujours à constater quelques morts supplémentaires malheureusement», a déclaré Colin D'Cunha, commissaire à la santé publique de l'Ontario.

La situation est loin d'être aussi stable en Chine, à Taiwan et à Hong Kong où de nouveaux cas apparaissent encore (Chine: 161 nouveaux cas depuis dimanche pour un total de 2914 cas et 131 décès. Taiwan: 17 pour un total de 66 cas. Hong Kong: 30 pour un total de 1557 cas et 138 décès). Il y aurait eu jusqu'à présent 5050 cas de SRAS répertoriés par l'OMS, dont 321 mortels.

Par ailleurs, Mme McLellan a indiqué qu'elle avait obtenu l'assurance de la part de la directrice générale de l'OMS, Gro Harlem Brundtland, que le processus par lequel une ville est mise sur la liste noire serait revu. Les autorités de la ville en question seraient notamment averties à l'avance, ce qui n'a pas été fait dans le cas de Toronto.

## Gare à la température

Le projet auquel songe la ministre McLellan consisterait à vérifier, grâce à des caméras infrarouges, si les voyageurs s'appropriant à quitter le Canada ont de la fièvre. La fièvre est un des symptômes qu'une personne atteinte du SRAS peut présenter. Dans une telle éventualité, la personne serait interrogée par des responsables médicaux qui évalueraient si le voyageur peut poursuivre sa route ou non. Les appareils seraient installés aux aéroports de Vancouver et de Toronto. Singapour et Hong Kong utilisent déjà ces appareils, et on veut analyser leur expérience avant d'aller de l'avant.

«Il faut garder à l'esprit qu'il n'y a pas de solution miracle, à toute fois indiqué la ministre. Cet outil technologique ne va pas régler le problème, parce qu'il épinglera beaucoup de gens qui auront une température élevée sans avoir le SRAS. [...] Et il pourrait bien y avoir des gens qui sont atteints du SRAS, mais qui n'avaient pas de température lorsqu'ils sont passés à travers le système de dépistage. [...] Vraiment, tout cela a pour but de rassurer les gens.»

Jusqu'à présent, les contrôles du Canada se contentent de distribuer une fiche d'information rose aux passagers quittant Toronto leur demandant s'ils ont des symptômes reliés à la pneumonie atypique, s'ils ont été en contact avec une personne atteinte ou s'ils ont visité un des hôpitaux torontois où la maladie sévit. C'est au voyageur de tirer ensuite les conclusions qui s'imposent. Les compagnies aériennes ont accepté, a dit la ministre hier, de demander aux passagers s'ils avaient lu la fiche, mais il ne s'agit pas d'une déclaration obligatoire.

Les voyageurs arrivant de Singapour, Hong Kong ou Pékin reçoivent à bord de l'avion une fiche jaune sur laquelle ils doivent déclarer l'adresse et le numéro de téléphone où on pourrait les joindre au cours des jours suivants, si une personne à bord de l'appareil se



PETER JONES REUTERS

Le ministre de la Santé de l'Ontario, Tony Clement, et la ministre fédérale de la Santé, Anne McLellan, hier, à Toronto.

révélaient contaminée. Il n'y a pas de dépistage automatique.

«Nos mesures sont adéquates aux aéroports», a insisté Mme McLellan hier. «L'OMS est tout à fait au courant des mesures que nous avons mises en place et [elles sont considérées comme] exemplaires.»

## Aller trop loin

La ministre ne trouve pas que son gouvernement et celui de l'Ontario soient allés trop loin dans leur critique de la décision de l'OMS de placer Toronto sur la liste noire. «J'ai parlé avec Mme Brundtland jeudi pour lui exprimer mon désaccord, et en aucun cas n'a-t-elle semblé outrée», a indiqué la ministre.

Le chef du Parti progressiste-conservateur, Joe Clark, croyait lui aussi que la critique avait sa place. «Même les grands supporteurs des institutions multilatérales comme moi n'ont jamais prétendu qu'elles étaient parfaites. Des fois, elles font des erreurs. Ici, il y a eu une erreur. Et quand il y a eu une erreur de la part d'un journaliste, d'un politicien ou d'une organisation internationale, c'est important d'indiquer nos soupçons et de demander un changement.»

«Avec la collaboration de Pauline Gravel, de l'Agence France Presse et de la Presse canadienne»

## DORVAL

SUITE DE LA PAGE 1

qui doivent «s'auto-surveiller» et «auto-déclarer» toute dégradation de leur état de santé. Or, il semble que certains voyageurs de retour d'Asie hésitent à rapporter des symptômes grippaux, de crainte d'être placés en quarantaine pour plusieurs jours.

«Nous étions plusieurs à avoir eu une mauvaise grippe pendant notre voyage, mais personne ne l'a déclaré, de peur d'avoir à subir une quarantaine de dix jours», confie cette même voyageuse.

En comparaison, les moyens de surveillance déployés dans les aéroports du continent asiatique tiennent de l'armada.

Selon ce groupe de touristes, dans chaque aéroport de Chine, la température de chaque voyageur est scrupuleusement contrôlée et des formulaires sur l'état de santé doivent être dûment remplis avant de descendre d'avion. Avant de monter à bord d'un vol Shanghai-Tokyo, ces mêmes passagers ont subi un second contrôle de température et rempli de nouveaux questionnaires.

Une fois à Tokyo, re-contrôle de température en territoire nippon. Tous les passagers sont encore une fois soumis aux rayons des fameuses caméras infrarouges. L'ensemble du personnel de bord, tant en Chine que dans les vols intercontinentaux de Japan Airlines entre le Japon et le Canada, portait masques et gants.

«On entendait dire que la Chine était laxiste et négligeait les contrôles, mais c'est tout le contraire. C'est ici qu'il n'y a rien quand on arrive. Nous sommes tous passés par Pékin, pourtant on ne nous a rien demandé de plus que: "Vous allez bien?", affirme cette Québécoise.

Pour l'instant, Santé Canada ne juge pas nécessaire de contrôler la température des passagers aux aéroports, bien qu'Ottawa ait indiqué hier son intention d'étudier l'expérience des pays asiatiques qui y ont recours de façon systématique. Santé Canada ne prône pas non plus le port de masques et de gants pour le personnel de bord d'Air Canada.

«Mais nous avons trois agents de quarantaine postés à Dorval, Toronto et Vancouver, et ils surveillent les cas suspects en provenance de Hong Kong, Singapour et Pékin. Les agents des douanes distribuent aussi un papier d'information sur les symptômes du SRAS aux gens qui arrivent de ces destinations», a indiqué hier Emmanuel Chabot, porte-parole pour Santé Canada. Selon ce dernier, ces voyageurs doivent aussi indiquer l'adresse où ils pourront être joints rapidement, en cas de besoin, au cours des deux prochaines semaines.

Or, à l'Agence des douanes et du revenu du Canada, on reconnaît que la surveillance de l'état de santé des voyageurs n'est pas la spécialité des agents des douanes. A Dorval, Toronto et Vancouver, ces derniers ont reçu une formation succincte sur les principaux symptômes du SRAS et doivent signaler tout cas suspect à l'agent de quarantaine de Santé Canada.

«Ils sont vigilants, mais ils ont aussi 70 autres règlements à appliquer», a expliqué hier Dominique McNeely, un porte-parole de l'Agence des douanes.

En fait, on compte beaucoup sur l'équipage des compagnies aériennes pour dépister, avant leur arrivée, les passagers qui montreraient des signes précurseurs de la maladie. «On s'attend à ce que l'équipage informe la tour de contrôle qui, elle, informera l'agent de quarantaine», dit-il.

## CIRQUE

SUITE DE LA PAGE 1

Lors d'un vol en hélicoptère, Le Devoir a pu apercevoir nombre de pics, grues et travailleurs s'affairant à préparer le gigantesque site de 126 hectares. Le terrain est situé dans la baie Penny, au nord-est de l'île de Lantau (soit pas très loin du nouvel aéroport).

La première phase du projet vise la construction d'un parc thématique, d'un hôtel et d'un centre de boutiques, restaurants et divertissement. Il est d'ores et déjà prévu que de futurs développements permettront à Disneyland Hong Kong d'occuper une soixantaine d'hectares de plus si besoin il y avait.

Le gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong n'a pas lésiné afin d'attirer le géant américain en ses terres. On investira ainsi quelque 4,5 milliards de dollars en deniers publics dans la mise en place du site: 2,7 milliards dans les infrastructures, 1,1 milliard en prêts et 650 millions pour l'achat d'actions de la société Hong Kong International Theme Parks.

Fondée par le gouvernement hong-kongais et Disney, cette entreprise est responsable de la construction et des opérations du nouveau parc. Le gouverne-

ment contrôle 57 % de cette société, Walt Disney le reste. Le contrat liant les parties prévoit cependant la recherche d'un troisième investisseur qui permettrait à l'un ou l'autre des partenaires de vendre ses parts une fois le premier manège lancé.

Au total, on prévoit des retombées économiques de près de 30 milliards de dollars au cours des 40 ans qui suivront l'ouverture du parc. En outre, on soutient que le projet générera jusqu'à 35 800 emplois sur une période de 20 ans en plus de la création de 6000 emplois pendant la construction et de 10 000 emplois pendant la phase de remblayage de la terre sur la mer (land reclamation).

Le projet Disneyland Hong Kong fait partie d'une vaste campagne gouvernementale visant à développer le tourisme dans la région. Selon une étude de marché, l'on prévoit que le nouveau parc attirera 3,4 millions de touristes dès la première année. A son zénith, la fréquentation devrait atteindre 10 millions de visiteurs qui engendreront de 3,4 milliards de dollars annuellement l'économie de Hong Kong.

Le Cirque du Soleil a annoncé en décembre 2002 son intention d'abandonner son projet d'un réseau mondial de complexes de divertissement liés à des

## MARTIN

SUITE DE LA PAGE 1

des rencontres de fin de semaine. Ils veulent avoir des rencontres annuelles et, lorsqu'on a des problèmes, qu'on ait la possibilité d'en discuter. Je pense que c'est comme ça qu'on doit faire», a-t-il confié en entrevue au Devoir hier.

Meneur de la course au leadership qui l'oppose à Sheila Copps et à John Manley, Paul Martin veut montrer qu'il est mieux disposé que son ancien patron à l'égard des provinces. Le premier ministre Jean Chrétien a toujours refusé de rencontrer ses homologues provinciaux sur une base régulière. Il préférerait discuter d'un problème à la fois, pendant quelques heures et seulement quand il croyait une solution à sa portée.

Peu importe l'approche, Paul Martin écarte d'emblée certains sujets de discussions. Comme Jean Charest, il n'a «aucune intention de discuter de changements constitutionnels». «Ce ne sont pas des changements de pouvoirs, c'est vraiment d'une façon d'opérer [qu'il est question]. Il cite en exemple les rapports cordiaux qu'il avait avec les ministres provinciaux des Finances, et ce, malgré un contexte de compressions propice à la bataille.

Comme premier ministre, il veut se concentrer sur les besoins des citoyens et la façon d'y répondre. L'élimination du déséquilibre fiscal n'apparaît pas dans sa liste de solutions. La raison en est simple, et il l'a souvent dit, c'est qu'à son avis, ce déséquilibre n'existe pas. «Si M. Charest ou les provinces veulent discuter de déséquilibre fiscal, je suis prêt à la faire, mais j'ai ma position et elle est assez bien connue.»

Il rejette tout aussi franchement l'idée défendue depuis des années par Jean Charest de remplacer les transferts en espèces par un transfert de points d'impôt aux provinces. «Je n'ai jamais été en faveur des transferts de points d'impôt», dit-il sans détour.

Il insiste: «Pour moi, le vrai problème est de savoir si les provinces et le gouvernement fédéral ont les fonds nécessaires pour répondre aux besoins, et c'est là-dessus qu'on devrait se pencher au lieu de discuter du déséquilibre [fiscal].» Il évoque les besoins en santé, en éducation, dans les villes. Des domaines de compétence provinciale, il en convient. Il précise toutefois qu'il «n'a aucune intention de s'immiscer dans les champs de compétence des provinces».

Mais, note-t-il, la réalité ne respecte pas ces frontières, ce qui exige des différents gouvernements «de travailler en partenariat» pour résoudre les problèmes. C'est dans cet esprit qu'il a suggéré en fin de semaine une gestion concertée des listes d'attente en santé.

Paul Martin aime, en public, se lancer dans des envolées sur la nécessité pour le gouvernement de reprendre l'initiative, d'insuffler le changement, de s'adapter à un monde en évolution. Il est toutefois avare de détails. Son projet sur les listes d'attente fut d'ailleurs une des rares idées originales qu'il ait présentées au forum public de dimanche, bien qu'il ne l'ait pas écartée.

Paul Martin s'en tient souvent à des énoncés généraux, mais croit faire preuve de clarté. Encore hier, il ne comprenait pas qu'on lui demande son opinion personnelle sur la reconnaissance des mariages de conjoints de même sexe. Il a déjà dit qu'il reviendrait aux tribunaux de déterminer s'il s'agissait d'un droit fondamental et que, si tel était le cas, il respecterait cette décision. Mais lui, croit-il que c'est un droit? «Je suis déchiré», a-t-il avoué hier.

En entrevue, presque chaque demande de précision sur les solutions qu'il préconise provoque le même soupir. Il s'exécute quand même, mais souvent pour décrire des programmes bien établis ou qu'il a déjà créés lorsqu'il était ministre des Finances. Quand on le lui fait remarquer, il ne le nie pas, mais il ajoute vouloir faire mieux et plus.

Il voudrait, par exemple, améliorer l'accès à l'éducation supérieure. Sa solution? Améliorer le programme canadien de prêts aux étudiants en augmentant le seuil à partir duquel le revenu des parents pénalise l'étudiant. Le Québec, qui a son propre programme, serait indemnisé, précise-t-il aussitôt.

Paul Martin refuse de s'engager à trop long terme sur des sujets qui s'éloignent de ses priorités. Ces dernières, résume-t-il, sont la réforme parlementaire, la santé, l'acquisition de connaissances, les problèmes de la petite enfance, la politique étrangère et le développement économique. «On ne peut pas avoir 30 priorités. Je veux faire exactement ce que j'ai fait avec le déficit, c'est-à-dire énoncer mes priorités et, à la fin du mandat, les avoir réglées de façon substantielle», dit-il, pragmatique.

À l'écouter, on constate qu'il promet davantage un changement de style qu'un grand bouleversement. En matière de politique étrangère, il dit que le Canada doit faire preuve de leadership sur la scène internationale et améliorer ses relations avec les États-Unis. Quand on lui demande ce qu'il ferait de différent en négociant avec Washington, il parle ton et méthode, là encore, comme l'élargissement des liens entre parlementaires des deux pays. «Il faut être beaucoup plus sophistiqué dans nos relations avec les États-Unis. Ce n'est pas seulement l'affaire du premier ministre et du président», dit-il. S'il a plus à dire, il ne le met pas spontanément en avant.

L'équipe de Paul Martin lui a organisé deux autres forums, le premier, à Toronto, aujourd'hui et le second, à Calgary, jeudi. Cela sera suivi par le premier débat entre candidats à la succession de Jean Chrétien, samedi, à Edmonton.

Valérie Dufour a séjourné récemment en Asie grâce à la bourse Dateline Hong Kong 2002 octroyée annuellement par le Hong Kong Economic and Trade Office.